DÉLIBÉRATIONS

DEUXIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES AU FIDA

12-13 février 2015

FIDA
Investir dans les populations rurales

Canadian International Development Agency
Agence canadienne de développement international

NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

FORMIN.FINLAND.FI
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS OF FINLAND

INDIGENOUS PEOPLES' INTERNATIONAL CENTRE FOR POLICY RESEARCH AND EDUCATION
TEBTEBBA

Kivulini Trust

FIMI
INTERNATIONAL INDIGENOUS WOMEN'S FORUM

DÉLIBÉRATIONS

DEUXIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES AU FIDA

12-13 février 2015

THÈME: SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET MOYENS D'EXISTENCE DURABLES DES PEUPLES AUTOCHTONES

FIDA
Investir dans les populations rurales

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et acronymes **4**

Introduction **5**

Généralités **7**

Ateliers régionaux 8

Ouverture de la session de la deuxième réunion mondiale **10**

Cérémonie d'ouverture 10

Allocutions liminaires de membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones 11

Partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones: tendances et faits récents **15**

Avancement du partenariat en 2013-2015 15

Conclusions et recommandations des ateliers préparatoires régionaux 16

Premières conclusions de la synthèse d'évaluations sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones 19

Réunions des groupes de travail régionaux **22**

Amérique latine et Caraïbes 22

Afrique 23

Asie et Pacifique 24

Contributions aux plans d'action régionaux 25

Présentations thématiques sur les systèmes alimentaires, la nutrition, les médicaments, et les systèmes de savoir des peuples autochtones **28**

Présentation sur l'alimentation, la médecine et la spiritualité: repenser les moyens d'existence durables et le rôle de nos systèmes autochtones de savoirs 29

Synthèse des délibérations **31**

Synthèse des délibérations de la deuxième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, 12-13 février 2015 31

Réponse de la direction à la synthèse des délibérations 34

Session finale avec les gouverneurs du FIDA et les représentants au Conseil d'administration 35

Annexe A – Liste des participants 38

Annexe B – Ordre du jour 43

Annexe C – Discours d'ouverture de Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA 46

SIGLES ET ACRONYMES

CMPA Conférence mondiale sur les peuples autochtones
COSOP Programme d'options stratégiques pour le pays
CPP Chargé de programme de pays
EGPP Équipe de gestion du programme de pays
FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GPP Gestionnaire de programme de pays
ILC Coalition internationale pour l'accès à la terre
IPAF Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones
ODD Objectif de développement durable
UNPFII Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies

INTRODUCTION

En février 2015, les peuples autochtones d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique se sont réunis à Rome, au FIDA, pour la deuxième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones.

Le présent rapport résume, en donnant la parole aux participants, les principaux messages qui s'en sont dégagés. Il couvre les thèmes, débats et plans d'action régionaux dont le FIDA et les représentants des peuples autochtones étaient convenus. Il présente en outre la synthèse des délibérations, qui rend compte des principales questions et recommandations formulées par les participants autochtones, ainsi que les réponses et réactions de la direction du FIDA et des membres du Conseil d'administration.

Nécessairement concis, ce rapport ne peut cependant pas exposer la totalité des éclairages apportés, des connaissances partagées et des débats menés lors de ce Forum. Les lecteurs qui souhaitent en savoir davantage trouveront des documents de contexte, les rapports régionaux, des vidéos et des photos à l'adresse suivante: http://www.ifad.org/english/indigenous/forum/index.htm.

Cérémonie d'inauguration de la deuxième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones

©FIDA/Dafni Tsakyraki

Adam Lemareka, Organisation communautaire de développement des pastoralistes indigènes de Parakuiyo (PAICODEO), République-Unie de Tanzanie

©GANGA/Cabras/Molinari

GÉNÉRALITÉS

La majeure partie des peuples autochtones du monde en développement sont constitués de ruraux pauvres. La collaboration avec les peuples autochtones est donc cruciale au regard de l'objectif primordial du FIDA – aider 80 millions de ruraux à sortir de la pauvreté –, et elle a toujours fait partie intégrante des travaux du FIDA.

En 2009, pour consolider son rôle de premier plan dans la défense du droit des peuples autochtones à un développement durable, le FIDA a adopté une **Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones**, qui stipulait qu'un **Forum des peuples autochtones** se tiendrait au FIDA afin d'améliorer le dialogue institutionnel avec les peuples autochtones et leurs organisations.

La **première réunion mondiale** du Forum des peuples autochtones, un événement majeur, a été accueillie par le FIDA en février 2013. Des informations supplémentaires sur cette première réunion se trouvent à l'adresse suivante: http://www.ifad.org/events/ip/2012/index.htm. Entre autres informations importantes, le Forum a invité le FIDA à reconnaître les savoirs et les technologies traditionnels, ainsi que les services environnementaux rendus par les peuples autochtones sur le plan de la conservation et de l'utilisation durable de leurs écosystèmes, et à en estimer la valeur; et à documenter et échanger les bonnes pratiques en rapport avec le développement durable et autodéterminé des peuples. Une série d'événements et faits nouveaux à l'échelle mondiale a réaffirmé la pertinence et l'importance de ces priorités.

Lors de la **Conférence mondiale sur les peuples autochtones,** en 2014, les États ont déclaré apprécier *"le rôle que peuvent jouer les peuples autochtones dans le développement économique, social et environnemental grâce aux pratiques agricoles traditionnelles durables, dont les systèmes traditionnels d'approvisionnement en semences, et à l'accès aux services de crédit et autres services financiers, aux marchés, à la sécurité de la propriété foncière, aux soins médicaux, aux services sociaux, à l'éducation, à la formation, au savoir et à des techniques adaptées à leurs besoins et financièrement abordables, notamment aux fins de l'irrigation et de la collecte et du stockage de l'eau". En conséquence, les États se sont engagés "à promouvoir des politiques, des programmes et des ressources permettant de pourvoir aux occupations des peuples autochtones, à leurs activités traditionnelles de subsistance, leurs économies, leurs moyens d'existence, leur sécurité alimentaire et leur nutrition"*.

Il convient également de noter que l'un des **objectifs de développement durable** proposés au titre du programme de développement pour l'après-2015 est "d'éliminer la faim, de parvenir à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, et de promouvoir une agriculture durable". Il est prévu, au titre de cet objectif, de doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs vivriers, et en particulier des femmes, des populations autochtones, des producteurs familiaux, des pasteurs et des pêcheurs.

Au vu de cette évolution, le Comité de pilotage du Forum a décidé que la question des **systèmes alimentaires et des moyens de subsistance durables des peuples autochtones** constituerait le thème général de la deuxième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones, ainsi que des ateliers régionaux organisés en 2014 pour préparer la réunion mondiale.

Ateliers régionaux

Des ateliers régionaux ont été organisés fin 2014 en Afrique, en Amérique latine, en Asie et dans le Pacifique. Ces ateliers avaient pour but:

1. d'échanger des savoirs, des expériences et des bonnes pratiques sur les systèmes alimentaires et les moyens d'existence durables des peuples autochtones, sur les systèmes de production traditionnels, et sur la conservation de la biodiversité;
2. de recenser les principaux défis et opportunités qui se présentent pour renforcer ces systèmes en tant que solutions durables pour l'avenir, et de déterminer les éléments clés de stratégies régionales permettant de renforcer le soutien du FIDA à ces systèmes.

Les ateliers ont également fait le point sur l'**avancement de la mise en œuvre** des recommandations et des plans d'action régionaux issus de la première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones. Les participants ont formulé des suggestions quant à des **indicateurs du bien-être** des peuples autochtones, en rapport avec une série de thèmes fondamentaux, notamment les terres, les territoires et les ressources; le consentement préalable, libre et éclairé, les savoirs, les semences et la médecine traditionnels; et la résilience.

Les participants de toutes les régions ont invité le FIDA à adopter une approche holistique vis-à-vis du soutien aux systèmes alimentaires des peuples autochtones et de leur renforcement. Cette approche devrait notamment prendre en compte les régimes fonciers traditionnels, la préservation de la biodiversité ainsi que le respect et la redynamisation des valeurs culturelles et spirituelles, comme la réciprocité et l'interdépendance, qui caractérisent les relations sociales et économiques au sein des communautés et entre elles. Il a également été souligné que les projets devaient être conçus avec le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones. Les participants ont recommandé que le FIDA renforce la participation des peuples autochtones à toutes les étapes du cycle des programmes et projets. Pour ce faire, des représentants des peuples autochtones pourraient faire partie des équipes de gestion des programmes de pays (EGPP), des comités de pilotage des projets, des unités de coordination technique, ainsi que des activités de suivi-évaluation.

Les rapports complets des ateliers régionaux sont disponibles en ligne à l'adresse: http://www.ifad.org/english/indigenous/forum/index.htm

Boudan Alkassoum, ONG Femmes et enfants en détresse (FEED), Niger

©GANGA/Cabras/Molinari

OUVERTURE DE LA SESSION DE LA DEUXIÈME RÉUNION MONDIALE

Cérémonie d'ouverture

Le Forum s'est ouvert par une cérémonie conduite par des représentants de la région Pacifique, sous la direction de Jennifer Baing Waiko. Un rituel fidjien traditionnel, dénommé "*qaloqalovi*", a ensuite été accompli, suivi de la cérémonie du *sevusevu*.

Résumé du discours d'ouverture de Monsieur Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA

"**Votre participation aura un impact direct.**" (voir en annexe la version intégrale de ce discours)
Je vous souhaite à tous la bienvenue; soyez assurés que votre participation aura un impact direct. Nous avons à cœur de savoir ce que nous faisons bien, mais aussi ce que nous pourrions faire pour améliorer notre travail.

Si les droits des peuples autochtones sont trop souvent bafoués ou ignorés, le FIDA, lui, les prend très au sérieux, comme en témoigne sa Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones ainsi que sa détermination à solliciter votre consentement préalable, libre et éclairé au sujet des projets qui vous concernent. Ce n'est que justice. Le FIDA s'efforce en outre de faire entendre la voix des peuples autochtones sur la scène mondiale, par exemple en apportant son soutien à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones (CMPA). Nous disposons également du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), qui est porté et financé par le FIDA, mais entièrement géré par vos organisations. Par conséquent, nous nous en remettons à vous pour être les ambassadeurs de l'IPAF et contribuer à mobiliser davantage de ressources en faveur de cette initiative.

Le Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, lors de la cérémonie d'inauguration de la deuxième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones

©GANGA/Cabras/Molinari

Si le FIDA a été le pionnier mondial du partenariat avec les peuples autochtones, il vise à faire mieux encore. Ainsi, le Bureau indépendant de l'évaluation des activités financées par le FIDA a réalisé une synthèse d'évaluations qui vous sera présentée.

Nous avons besoin de votre partenariat et de votre confiance, car les moyens de subsistance durables sont au cœur de l'ensemble du travail du FIDA. Nous savons, grâce au World Resources Institute, que 80% de la biodiversité se trouve sur les territoires des peuples autochtones. Mais nous devons approfondir nos connaissances sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones et leur importance pour la nutrition. Le monde a tant à apprendre de vous quant à la valeur sociale et culturelle de l'alimentation! Après des décennies de collaboration, nous voici prêts à renforcer encore notre partenariat. Nous sommes convaincus que les débats menés ici vont éclairer le FIDA et se traduire par des résultats et un impact sur le terrain.

Discours liminaire de Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

"Nous attendons du FIDA qu'il nous aide à trouver des solutions constructives."

En tant que Rapporteure spéciale des Nations Unies, je reçois régulièrement des témoignages alléguant d'un accaparement des terres, toujours en relation avec une violation du droit à l'eau et à la nourriture et une négation des droits culturels. Tous liés au régime mondial de l'investissement, ces problèmes sont encore aggravés par ce système, qui limite le pouvoir de l'État et la marge de manœuvre des gouvernements, et affaiblit le respect des droits humains. De surcroît, le changement climatique cause de graves problèmes et les inégalités atteignent des niveaux sans précédent. D'après le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, nous devrons réduire considérablement les émissions mondiales de gaz à effet de serre pour que le réchauffement de la planète se limite à 2°C. Les problèmes que rencontrent les peuples autochtones pour assurer leur subsistance et sauvegarder leurs systèmes alimentaires émanent de ce contexte d'ensemble qui mène, à terme, à l'insécurité alimentaire, à des problèmes de santé et à la destruction des valeurs, de la spiritualité et de la sagesse.

Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et Jane O'Brien, Modératice, BBC World News America

©FIDA/Giulio Napolitano

Nous attendons du FIDA qu'il nous aide à trouver des solutions constructives, reposant sur les services rendus par les écosystèmes dans lesquels vivent les peuples autochtones; ces peuples ont longtemps réussi à vivre simplement en protégeant les écosystèmes, non seulement dans leur propre intérêt mais au bénéfice de l'humanité tout entière. Nous apportons au FIDA un puissant message d'espoir: nous faisons tout notre possible, au sein de nos communautés, pour sauvegarder l'environnement, surmonter les inégalités et résoudre les crises. Pratiquant de longue date la collaboration avec les peuples autochtones, le FIDA est l'un de nos meilleurs alliés. Nombre d'étapes positives ont été franchies, en particulier la création par le FIDA du Forum des peuples autochtones, qui devrait servir de modèle pour le système des Nations Unies et d'autres organismes multilatéraux.

Allocutions liminaires de membres du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones

Madame Adolphine Buayuwa Muley, Union pour l'émancipation de la femme autochtone (UEFA), membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, République démocratique du Congo

"Le FIDA peut aller plus loin en établissant un dialogue avec les gouvernements."

Dans certains pays africains, on constate des progrès dans la reconnaissance des droits des peuples autochtones, par exemple en termes de citoyenneté et de participation à des programmes. Pourtant, l'élaboration de lois spécifiques et de programmes ciblés est un défi qui reste à relever, et la violation des droits demeure récurrente.

Le FIDA a parcouru beaucoup de chemin vers la reconnaissance des contributions des peuples autochtones au développement durable en créant l'IPAF et le Forum des peuples autochtones, mais aussi en apportant, sur le terrain, son appui direct à ces peuples. Mais il faut aller plus loin. Les fonds de l'IPAF ne sont pas suffisants, et la Division

Adolphine Buayuwa Muley, Coordonnatrice nationale, UEFA, République démocratique du Congo

©FIDA/Giulio Napolitano

Afrique ainsi que les chargés de programme de pays (CPP) du FIDA doivent s'engager aux côtés des peuples autochtones. Le FIDA peut aller plus loin en établissant un dialogue avec les gouvernements.

À cet égard, l'atelier régional pour l'Afrique a recommandé que le FIDA renforce encore l'inclusion et la consultation des peuples autochtones dans le cadre de ses programmes d'investissement et dans ses organes directeurs. Le FIDA devrait reconnaître la valeur des systèmes traditionnels d'alimentation et de production, et mener des recherches sur les systèmes alimentaires traditionnels; offrir aux jeunes des occasions de retrouver le sentiment d'appartenance; et encourager le partage d'informations entre les peuples autochtones et le personnel du FIDA. Enfin, nous recommandons que le FIDA place le régime foncier des terres et territoires parmi les questions prioritaires et se montre déterminé à se désengager de projets qui nuisent à la sécurité foncière des peuples autochtones.

Laljibai Gafurbahai Desai, Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants (WAMIP), membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Inde

"Nous devons remettre en question les préjugés concernant nos moyens d'existence."

En Asie, deux processus parallèles sont à l'œuvre: une lente reconnaissance des droits des peuples autochtones, mais aussi l'accaparement de leurs ressources. Du fait de lois nationales inappropriées, certains peuples qui dépendent des terres communales, voient disparaître leurs ressources. Il s'agit là d'une tendance mondiale. Ce Forum devrait être une plateforme permettant à ceux qui luttent sur le terrain de se réunir et de faire entendre leur voix. Lorsque les gens communiquent, leurs voix sont si fortes que même les gouvernements les écoutent. Le FIDA a appuyé un projet relatif aux communications mobiles à l'intention des éleveurs nomades. Cette initiative a été couronnée de succès, et nous espérons que le FIDA encouragera d'autres initiatives de ce type.

Laljibai Gafurbahai Desai, WAMIP; Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Inde

©FIDA/Giulio Napolitano

On considère bien souvent que les éleveurs nomades sont sans instruction et que leur approche des moyens de subsistance n'est pas scientifique. Bien que ces communautés comptent 300 à 500 millions de personnes dans le monde, elles sont encore largement ignorées. Pourtant, certains scientifiques admettent que les éleveurs nomades mènent ce type de vie depuis des milliers d'années, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) reconnaît aujourd'hui la valeur des savoirs que détiennent ces peuples. Nous devons remettre en question les préjugés concernant nos moyens d'existence et construire de solides plateformes qui nous permettront de montrer comment nous contribuons à l'agriculture durable et à la sécurité alimentaire mondiale. Nous contribuons à la conservation des forêts, des ressources naturelles et des savoirs, ainsi qu'à la création d'emplois.

Myrna Cunningham, Présidente du Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones (CADPI), membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Nicaragua

"Nous sommes ici pour réaffirmer notre volonté de travailler ensemble."

Cette deuxième réunion mondiale du Forum réaffirme la volonté du FIDA de construire de nouvelles relations entre les peuples autochtones et les organisations internationales. Depuis la première réunion mondiale, des changements importants se sont produits. Le

FIDA s'efforce d'appliquer le principe du consentement préalable, libre et éclairé de façon systématique dans ses opérations, et il apporte son soutien au dialogue mondial dans le cadre de la CMPA. Sur le terrain, il s'emploie à faire porter ses efforts jusque dans les zones isolées où vivent les peuples autochtones. Certains Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) incluent des représentants de peuples autochtones, et les consultations ainsi que la participation aux équipes d'évaluation sont de plus en plus fréquentes.

Nous sommes venus ici, pleins d'espoir, pour nous pencher sur les thèmes fondamentaux que sont les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance. Dans nos pays, les tensions sont constantes, car les mégaprojets et les industries extractives avancent sans cesse sur les terres qui nous nourrissent. En Amérique latine, nous sommes confrontés à une situation délicate, associant bons indicateurs macroéconomiques et multiplication des conflits.

Que peut faire le FIDA pour nous soutenir afin que nous puissions assurer notre subsistance dans la dignité? Nous avons ici l'occasion de consolider nos progrès et d'approfondir notre partenariat. Nous avons besoin de l'engagement de la direction, mais aussi des agents sur le terrain. Nous avons besoin d'indicateurs qui mesurent notre conception du bien-être, nos systèmes de subsistance et les ressources consacrées aux femmes autochtones. Nous avons besoin que le FIDA s'engage à soutenir l'élaboration de politiques appropriées au niveau des États et à contribuer à la mise en œuvre des conclusions de la CMPA, en les alignant sur le programme de développement pour l'après 2015. Nous avons besoin que le FIDA, la FAO et d'autres organisations adoptent des indicateurs mondiaux sur la sécurité alimentaire, qui soient transposés au niveau des pays. Nous devons débattre de ce que nous pouvons faire ensemble pour affronter le changement climatique. Nous sommes ici pour réaffirmer notre volonté de travailler ensemble. Nous ne nous attendons pas à ce que vous fassiez tout le travail. Nous œuvrerons ensemble et construirons des alliances pour promouvoir les bonnes pratiques.

Myrna Cunningham, Présidente du CADPI; Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Nicaragua

©FIDA/Giulio Napolitano

Jane Meriwas, Samburu Women Trust (SWT), Kenya

©GANGA/Cabras/Molinari

PARTENARIAT ENTRE LE FIDA ET LES PEUPLES AUTOCHTONES: TENDANCES ET FAITS RÉCENTS

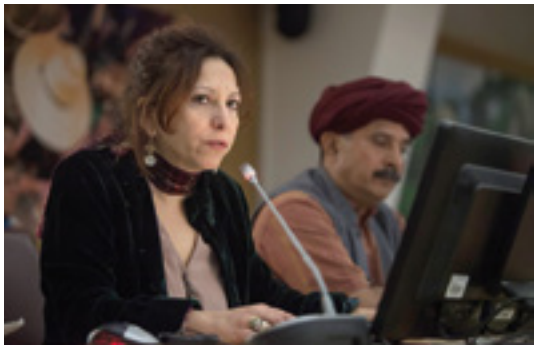
Avancement du partenariat en 2013-2015

Antonella Cordone, Spécialiste principale des peuples autochtones et des questions tribales, Division des politiques et du conseil technique, FIDA

"Nous devons trouver des moyens d'avancer lorsque c'est difficile."

Depuis 2013, le FIDA a travaillé à mettre en œuvre les recommandations issues de la première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones. L'une des principales recommandations était que le FIDA renforce les capacités qu'il consacre aux peuples autochtones. Il s'y est employé au travers de missions de supervision qui ont consisté à présenter, au niveau des pays, les politiques, les outils et les instruments du FIDA, afin de mieux faire comprendre, au niveau des projets, ce qu'il convient de faire. Ces efforts de dialogue et de renforcement des capacités au niveau des pays seront poursuivis ces prochaines années. Parmi les autres initiatives et processus importants, je citerai les suivants.

Antonella Cordone, Spécialiste principale des peuples autochtones et des questions tribales, Division des politiques et du conseil technique, FIDA



©FIDA/Giulio Napolitano

- À l'appui du processus de la CMPA, le FIDA a fourni un don au Groupe de travail international pour les affaires autochtones (IWGIA) et au Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII). Une deuxième composante de ce don vise à concrétiser les conclusions de la CMPA dans six pays, dont deux en Afrique, deux en Asie et deux en Amérique latine.
- Lors de l'élaboration des COSOP du Mexique et du Guatemala, la Division Amérique latine a fixé des objectifs clairs en matière de partenariat avec les peuples autochtones. Des consultations spécifiques ont eu lieu dans d'autres pays comme le Nicaragua.
- Le FIDA a présenté de nouvelles procédures d'évaluation qui établissent clairement l'obligation d'un consentement préalable, libre et éclairé. Il prépare actuellement un document "mode d'emploi" sur les modalités concrètes d'intégration du consentement préalable, libre et éclairé dans les projets financés par le FIDA.
- Le FIDA accroît ses financements directs en faveur des peuples autochtones. En 2014, un nouveau don à l'IPAF a été approuvé.
- Depuis 2005, le FIDA a financé l'élaboration d'indicateurs spécifiques relatifs aux peuples autochtones aux niveaux mondial, régional et national, en collaboration avec la Fondation Tebtebba, le Secrétariat de l'UNPFII et d'autres entités. En 2014, l'UNPFII a spécifiquement recommandé au FIDA de poursuivre ce travail. La question des indicateurs a également été examinée dans les ateliers régionaux de préparation du présent Forum, et les indicateurs proposés vont maintenant être étudiés plus avant avec les divisions régionales du FIDA. Certains indicateurs sont déjà appliqués en phase pilote dans des projets financés par le FIDA, y compris certains projets de l'IPAF.
- Le FIDA élabore de plus en plus de mesures ciblées à l'intention des jeunes et des femmes, notamment en collaboration avec le mouvement Slow Food. L'évènement Terra Madre sera organisé en 2015 (pour plus de précisions, voir http://slowfood.com/international/151/indigenous-terra-madre).

Un résultat important de la première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA a été la préparation de **plans d'action régionaux**, convenus d'un commun accord par les peuples autochtones et le personnel du FIDA.

Dans la région **Asie**, il a été convenu de multiplier et d'améliorer les consultations dans le contexte de la conception des COSOP et des projets, et de bons exemples émanent aujourd'hui d'Inde, du Népal et des Philippines. En collaboration avec le Pacte asiatique des peuples autochtones, des documents clés ont été traduits dans onze langues autochtones et sont désormais disponibles en ligne à l'adresse http://www.ifad.org/english/indigenous/pub/index.htm#tnotes. La Division Asie a également contribué à générer des ressources supplémentaires en faveur des peuples autochtones en appuyant l'IPAF.

Lors de la première réunion mondiale, la **région Pacifique** avait formulé clairement une recommandation: établir son propre réseau et participer à la deuxième réunion mondiale du Forum en tant que région à part entière. Par conséquent, un atelier a été organisé spécialement pour la région Pacifique fin 2014.

La **région Amérique latine** a recommandé d'élargir la consultation au cours de la phase de conception des projets et programmes, ce qui a été fait au Guatemala, au Honduras et au Venezuela. Dans certains pays, comme au Salvador, les questions autochtones sont sensibles et invisibles, et nos collègues déploient des efforts supplémentaires pour inscrire ces questions à l'ordre du jour.

La **région Afrique** a recommandé de s'adresser aux peuples autochtones au niveau des pays et de se concentrer sur le dialogue. Un bon exemple en est l'atelier régional de préparation, en marge duquel a été organisé une manifestation spécifiquement consacrée à la République-Unie de Tanzanie. Certains participants à la première réunion mondiale ont tenu des réunions de suivi avec les CPP. Cette expérience a montré combien il était important que les résultats obtenus à l'échelle mondiale soient répercutés au niveau des pays. Il est maintenant prévu de donner la priorité à certains pays pour le renforcement des capacités et le dialogue. Sur ce continent, la situation des pasteurs et des chasseurs-cueilleurs revêt une importance particulière. Lors de la session 2014 de l'UNPFII, le FIDA – aux côtés de la FAO, de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement – a organisé une manifestation parallèle sur le pastoralisme et le programme de développement pour l'après 2015. Cependant, la majeure partie des progrès accomplis dans la région étant imputables à l'IPAF, nous devons travailler davantage au niveau des pays pour inclure les questions autochtones dans les prêts et les dons, et pour trouver des moyens d'avancer lorsque c'est difficile. Dans les cas où les gouvernements ne sont pas disposés à accorder la priorité aux questions autochtones, le FIDA peut jouer un rôle important pour faciliter le dialogue.

De manière générale, les outils et instruments que nous avons mis au point donnent des résultats positifs. Par exemple, les "itinéraires d'apprentissage" qui sont mis en œuvre en Asie et en Amérique latine rassemblent les peuples autochtones et les gouvernements pour tirer conjointement les enseignements de l'expérience des projets. Quant à l'avenir, nous avons l'espoir de faire œuvre commune avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome – la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) – pour organiser une semaine consacrée aux questions autochtones ici, à Rome.

Conclusions et recommandations des ateliers préparatoires régionaux

Des ateliers régionaux se sont déroulés à la fin de 2014 en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes, et dans le Pacifique pour préparer la réunion mondiale du Forum des peuples autochtones.

Monsieur Joseph Ole Simel, Mainyoito Pastoralist Integrated Development Organization (MPIDO), membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Kenya

S'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact du partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones, la CMPA donne une bonne indication des résultats que nous pouvons atteindre

ensemble. En l'absence de financement du FIDA, la participation des peuples autochtones aurait été impossible. Nous tenons donc à remercier le FIDA pour avoir fait de cette participation significative une réalité.

L'atelier régional en République-Unie de Tanzanie était sans précédent dans la mesure où il a rassemblé de nombreux partenaires différents, et notamment des peuples autochtones venus de onze pays. L'atelier a été ouvert par le Ministre du développement de l'élevage et de la pêche.

L'alimentation donne une mesure de l'identité, de la culture, de la spiritualité et de la cohésion sociale. Pourtant, les gouvernements ont souvent des difficultés à comprendre et apprécier les systèmes alimentaires des peuples autochtones, et ils décrivent nos moyens de subsistance comme allant à l'encontre du développement et résistant au changement. Mais nous n'avons pas de solution de rechange pour remplacer des moyens d'existence tels que le pastoralisme. En Afrique, le problème majeur auquel nous sommes confrontés est l'accaparement des terres et l'éviction hors de nos territoires traditionnels. En l'absence de terres, il nous devient impossible de subvenir à nos besoins alimentaires. Dans ce contexte, l'atelier régional a formulé une série de recommandations[1] à l'intention du FIDA, dont je ne citerai que quelques-unes:

- Renforcer les discussions et l'établissement de réseaux entre les peuples autochtones d'Afrique, notamment au travers des projets et événements appuyés par le FIDA, et accentuer l'orientation nationale du Forum des peuples autochtones, y compris en organisant des manifestations conjointes au niveau des pays.
- Placer le régime foncier des terres et territoires parmi les questions prioritaires et se désengager avec détermination des projets qui nuisent à la sécurité foncière des peuples autochtones.

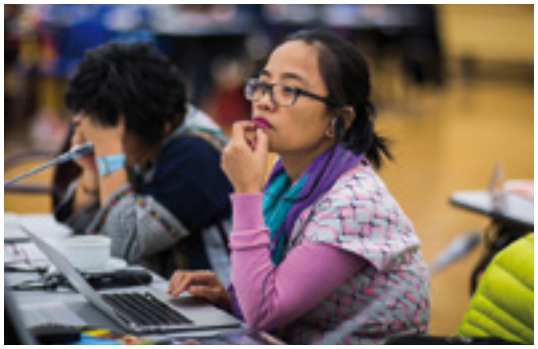
Joseph Ole Simel, MPIDO; Membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Kenya

©GANGA/Cabras/Molinari

Madame Rukka Sombolinggi, Aliansi Masyarakat Adat Nusantara (AMAN – Alliance des peuples autochtones de l'archipel), Indonésie

L'atelier régional pour l'Asie s'est tenu en Indonésie. Le continent asiatique abrite les deux tiers des peuples autochtones du monde, mais la plupart d'entre eux ne sont toujours pas reconnus par les gouvernements et subissent pertes de terres et discriminations. Le résultat est la disparition de la nourriture traditionnelle, la dépendance vis-à-vis des aliments étrangers, ainsi que la malnutrition et des problèmes de santé. La reconnaissance et la protection de nos droits collectifs sont fondamentales pour que nous puissions exercer tous nos autres droits et conserver nos systèmes alimentaires.

Rukka Sombolinggi, AMAN, Indonésie



©GANGA/Cabras/Molinari

Nous sommes reconnaissants au FIDA pour le soutien qu'il nous apporte, y compris dans le contexte de la CMPA, et nous recommandons qu'il continue à appuyer la mise en œuvre des conclusions de la CMPA. Nous invitons en outre le FIDA à soutenir l'IPAF et faciliter le dialogue avec nos gouvernements. Le renforcement des capacités est nécessaire pour les peuples autochtones, mais aussi pour le personnel du FIDA, en particulier au niveau des pays. En Asie, nos caractéristiques socioculturelles sont différentes, mais chaque membre du personnel du FIDA doit aussi avoir une bonne compréhension de la vision et des politiques de l'institution, afin de pouvoir établir un dialogue significatif au niveau du projet. Nos recommandations à l'intention du FIDA sont principalement de trois ordres: s'appuyer sur la sécurité alimentaire pour atteindre la souveraineté alimentaire; poursuivre les débats sur la manière de mobiliser la jeunesse autochtone, qui a souvent perdu ses repères traditionnels sur le plan de l'alimentation et de la culture; et adopter une approche globale pour remédier aux problèmes concernant l'alimentation et les moyens de subsistance.

1 http://www.ifad.org/english/indigenous/forum/2015/summary.pdf

Jennifer Baing Waiko, Save Papua New Guinea

Le **Pacifique** apprécie d'être reconnu en tant que région distincte. Les importations massives de produits alimentaires industriels, et la dépendance à leur égard, ainsi que la transition d'une alimentation traditionnelle à un régime alimentaire moderne constituent de grands défis pour le Pacifique et se traduisent non seulement par un état de malnutrition mais aussi par des maladies non transmissibles. La sécurité et la souveraineté alimentaires sont donc pour nous des questions cruciales. D'autres facteurs préoccupants sont les effets néfastes du changement climatique, le déboisement massif et la transmission défaillante des savoirs traditionnels à la jeunesse. Certaines opportunités se présentent dans les domaines suivants: commercialisation des aliments traditionnels et sensibilisation des consommateurs à leur égard; organisation de festivals en rapport avec l'alimentation; utilisation des médias; recherche et documentation; certification des produits issus de l'agriculture biologique; création, en aval, de filières de transformation; et renforcement de la diffusion des pratiques agricoles traditionnelles, notamment au travers de la transmission des savoirs traditionnels des anciens à l'intention des jeunes.

Nous recommandons au FIDA de:

- financer la collecte et le partage des informations existantes sur les systèmes agricoles traditionnels; financer la recherche et d'autres activités pour combler les lacunes en matière de documentation sur les savoirs traditionnels;
- effectuer des visites dans des pays, auprès de gouvernements et sur des sites où est pratiquée l'agriculture traditionnelle, afin de sensibiliser les dirigeants nationaux à l'importance des systèmes agricoles traditionnels dans les stratégies et les cadres généraux adoptés au niveau des pays pour la sécurité alimentaire, la résilience face au changement climatique, la nutrition et la culture locale.

Jennifer Baing Waiko, Save Papua New Guinea, Papouasie-Nouvelle-Guinée

GANGA/Cabras/Molinari

Nous encourageons les gouvernements à:

- reconnaître l'importance des systèmes alimentaires traditionnels dans les moyens de subsistance durables, en particulier dans les politiques relatives à la sécurité alimentaire et au changement climatique;
- allouer des ressources à la formation, au transfert de technologie, et au développement de l'infrastructure et des filières pour les produits des systèmes alimentaires traditionnels;
- Intégrer des enseignements sur les systèmes agricoles traditionnels et sur les cultures vivrières traditionnelles dans les programmes et les activités des écoles primaires et secondaires.

María Eugenia Choque Quispe, Membre, UNPFII, État plurinational de Bolivie

©FIDA/Giulio Napolitano

María Eugenia Choque Quispe, membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), État plurinational de Bolivie

Les systèmes alimentaires des peuples autochtones résultent d'une relation harmonieuse avec la terre nourricière. Il s'agit d'une relation holistique qui intègre l'identité, le calendrier agricole et la spiritualité d'un peuple, et qui a une incidence sur son bien-être, physique comme spirituel. L'abandon des systèmes traditionnels résulte de politiques nationales qui aboutissent à la perte de terres, de territoires et de ressources. L'accélération des activités extractives menées sans le consentement préalable, libre et éclairé des peuples est aujourd'hui aggravée par les effets du changement climatique. Le changement d'habitudes alimentaires et l'introduction de substances chimiques conduisent à la malnutrition et à la perte des savoirs, valeurs et principes traditionnels.

Les principales recommandations à l'intention du FIDA sont les suivantes: adopter une approche holistique de l'appui aux systèmes alimentaires autochtones; reconnaître et soutenir le rôle des femmes, en mettant l'accent sur leur participation pleine et effective, sur

leurs droits en matière de procréation et sur l'éradication de toute forme de violence à leur encontre; promouvoir la recherche et la diffusion d'informations concernant les systèmes alimentaires traditionnels; fournir des ressources directement aux peuples autochtones; et encourager leur participation à l'élaboration des politiques nationales.

Le point clé reste le droit à la terre, aux territoires et aux ressources, lié au respect du droit, pour les peuples autochtones, de donner ou de refuser leur consentement préalable, libre et éclairé.

Premières conclusions de la synthèse d'évaluations sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones

Óscar García, Directeur, et Fumiko Nakai, Fonctionnaire principal chargé de l'évaluation, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

Óscar García, Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

©FIDA/Giulio Napolitano

Les peuples autochtones ont une forte culture de la responsabilité qui peut être mise au service des politiques publiques. Cette culture s'exprime, par exemple, dans le concept andin de "*sumak kawsay*" (bien vivre), qui repose sur les principes "*ama llulla, ama quella, ama sua*" (ne mens pas, ne sois pas paresseux, ne vole pas). Le FIDA ayant accumulé une riche expérience au sujet des peuples autochtones, il a été décidé d'entreprendre une synthèse d'évaluations pour tirer les enseignements de cette expérience. Cette synthèse avait pour objectifs principaux de recenser les bonnes pratiques, les enseignements tirés et les sujets de réflexion, et de formuler des recommandations en vue de mener une transformation durable des zones rurales.

Voici quelques-unes des conclusions essentielles:

- La plupart des projets du FIDA ciblent des zones géographiques abritant aussi bien des peuples autochtones que des habitants non autochtones, ce qui impose d'adopter des approches différenciées en fonction des contextes et de la population, tout en intégrant de surcroît les différences entre les peuples autochtones eux-mêmes.
- Si la problématique hommes-femmes est toujours abordée dans les projets du FIDA, la situation des femmes autochtones n'est pas particulièrement bien prise en compte. Il convient d'appliquer des méthodes plus différenciées à l'égard du renforcement des capacités et de désagréger les données en fonction du sexe. Les résultats concernant l'autonomisation des peuples autochtones sont généralement bons, mais il manque souvent une stratégie précise pour l'autonomisation des femmes.
- Des problèmes se posent lorsque les agents chargés de mettre les projets en œuvre ont une capacité limitée à dialoguer avec les peuples autochtones en raison de leur faible expérience des approches participatives et d'un manque de confiance et de connaissances en matière de cultures autochtones. Bien que le FIDA finance des projets menés à l'initiative des communautés, l'existence d'un programme prédéterminé présente souvent des limites.
- La participation des peuples autochtones à l'élaboration des COSOP s'est globalement développée, mais pas dans tous les cas. Le principe du consentement préalable, libre et éclairé est admis, mais il n'est pas encore transposé concrètement sur le terrain.
- Les projets de l'IPAF et sa structure de gouvernance, avec un conseil composé de représentants des peuples autochtones, reflète le concept de participation. Pourtant, dans la plupart des cas, les liaisons établies entre les projets de l'IPAF et les programmes de pays sont ténues.
- En ce qui concerne le renforcement des communautés, le FIDA a appris que celui-ci devait s'appuyer sur les institutions existantes. Il existe de bons exemples de concertation sur les politiques à adopter et d'actions de plaidoyer, par exemple en Inde avec les politiques en matière de ressources naturelles.

- Au niveau mondial, le FIDA a fourni des dons à l'appui du renforcement des capacités et de la participation. Un dialogue institutionnalisé au travers de l'UNPFII contribue à la création de réseaux.

En résumé, des progrès significatifs ont été accomplis au niveau mondial, et des contributions notables ont été apportées au niveau des pays en termes d'autonomisation, mais il reste une marge d'amélioration sur le plan de l'engagement et de l'impact, qui pourraient être renforcés. Les prêts et les financements accordés aux gouvernements constituent le principal moyen d'action du FIDA. La grande diversité des contextes nationaux représente donc un défi, puisque le FIDA doit passer par les gouvernements pour atteindre les peuples autochtones. Il se présente des opportunités lorsque les questions autochtones sont bien appréhendées et que les institutions nationales peuvent être influencées pour améliorer la durabilité.

La synthèse d'évaluations a mis en évidence plusieurs points qui méritent une réflexion et des travaux plus approfondis. Les dons de l'IPAF devraient-ils être liés aux programmes de pays afin de renforcer les synergies et l'impact, et comment conviendrait-il de procéder? Comment le FIDA pourrait-il mieux faire entendre la voix des peuples autochtones et relier plus efficacement les partenariats et les financements à différents niveaux? Des travaux supplémentaires sont en outre nécessaires pour répondre aux préoccupations des peuples autochtones durant le processus de conception des projets et des programmes de pays, pour améliorer la disponibilité de données désagrégées au niveau des projets, pour que la supervision des projets et leur mise en œuvre sur le terrain bénéficient de compétences appropriées, et pour définir comment concrétiser la volonté de recueillir le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones, notamment en développant les capacités du personnel.

Adolfo Brizzi, Directeur, Division des politiques et du conseil technique du FIDA, a accueilli favorablement les points critiques soulevés par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. La plupart des observations formulées sont pertinentes et viennent compléter ce que nous faisons déjà. Nous devons travailler davantage sur la problématique hommes-femmes, désagréger les données, expliquer comment concrétiser le consentement préalable, libre et éclairé, et réfléchir à la manière de relier les projets de l'IPAF aux programmes de pays afin d'en démultiplier les effets.

Adolfo Brizzi, Directeur de la Division des politiques et du conseil technique, FIDA

©FIDA/Giulio Napolitano

Un autre point clé est l'amélioration de la participation du FIDA à la concertation sur les politiques, soit par le dialogue direct avec les gouvernements, soit, si ceux-ci sont réticents à la participation d'institutions extérieures, au travers des organisations des peuples autochtones. L'un des avantages comparatifs du FIDA réside dans le fait qu'il se concentre sur le renforcement des capacités, grâce auquel les peuples autochtones peuvent développer leurs compétences et faire entendre leur voix, ce qui leur donne plus de chance d'influer sur l'action de leur gouvernement. Un autre avantage est que le FIDA ne travaille pas sur des domaines controversés, comme les industries extractives, les grandes infrastructures ou d'autres projets entraînant des déplacements de population. De plus, le FIDA est la seule institution financière internationale appliquant une politique de ciblage ainsi qu'une politique relative aux peuples autochtones, comprenant notamment le consentement préalable, libre et éclairé. Nous sommes fiers de rechercher un niveau de qualité plus élevé et considérons le consentement préalable, libre et éclairé comme un élément permanent plutôt que comme un moment ou événement particulier dans le cycle du projet. La confiance est le ciment de notre partenariat. Notre action doit rester marquée par l'ouverture d'esprit, et nous devons continuer à vouloir mieux et faire ce qui est juste.

Rosalía Ester Barra, M*esa de Arte y Artesanía Mapuche of Aluminé* (MAyAMA), Projet de développement rural en Patagonie ({RPDER{A), projet financé par le FIDA, Argentine

©GANGA/Cabras/Molinari

RÉUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL RÉGIONAUX

Les représentants des organisations et institutions des peuples autochtones des différentes régions sont convenus avec le personnel des divisions régionales du FIDA des plans d'action régionaux pour 2015-2016 décrits ci-après.

Présidant la session pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Myrna Cunningham a rappelé aux participants que l'élaboration de plans d'action régionaux était l'une des principales activités du Forum, visant à améliorer le dialogue direct et à dégager un consensus entre les peuples autochtones et les divisions régionales du FIDA.

Amérique latine et Caraïbes

Le groupe de travail a souligné l'importance des droits aux terres, aux territoires et aux ressources, ainsi que des droits économiques. L'accent a été mis sur les contributions des femmes autochtones et sur l'importance de l'élaboration de stratégies et d'approches spécifiques pour favoriser leur participation. Les points d'action suivants ont été approuvés:

- Élargir le champ des consultations au-delà des municipalités afin d'inclure les femmes autochtones jouant un rôle dirigeant dans les zones où le FIDA formule et supervise des projets et programmes.
- Veiller à ce que les dirigeants autochtones participent de manière plus systématique à l'élaboration des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP).
- Veiller à la participation de dirigeants autochtones aux tables rondes organisées dans le cadre des évaluations de programme de pays.
- Prendre acte de la nécessité d'intégrer dans les systèmes de suivi-évaluation (S&E) du FIDA des indicateurs culturels et des données statistiques ventilées en fonction de l'origine ethnique, et de mener des activités de documentation et d'analyse visant à: i) faire l'inventaire des données ventilées existantes au niveau des pays, en commençant par les bureaux de statistiques nationales et de recensement; ii) ventiler les indicateurs utilisés par le FIDA par peuple autochtone; iii) déterminer des indicateurs concernant le bien-être afin d'évaluer les progrès accomplis en termes de réduction de la pauvreté du point de vue de différents peuples autochtones, en examinant à cette fin les indicateurs proposés par les peuples autochtones; et iv) encourager l'intégration de ces données ventilées dans les systèmes de S&E.
- Mettre en œuvre les procédures environnementales et sociales du FIDA à propos du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.
- Reconnaître l'importance de la diversité, en utilisant les instruments du FIDA (COSOP, concertation sur les politiques, etc.) pour promouvoir l'inclusion, dans les projets gouvernementaux, des peuples autochtones, des communautés d'ascendance africaine et d'autres populations habituellement exclues.
- Promouvoir l'inclusion des peuples autochtones dans les opérations cofinancées.
- Mettre à la disposition des peuples autochtones des mécanismes d'apprentissage et organiser un "itinéraire d'apprentissage" sur les systèmes alimentaires et les moyens d'existence des peuples autochtones.

- Promouvoir la concertation entre les organisations participant au Forum et le FIDA aux fins de la définition et de la mise en œuvre des plans d'action nationaux, conformément au mandat donné par la CMPA.
- Consolider les alliances et les relations entre les peuples autochtones et les ONG et autres organisations de développement, afin de renforcer leur capacité de concertation et de participation.
- Promouvoir l'inclusion d'indicateurs relatifs aux peuples autochtones dans le programme de développement pour l'après-2015 et dans le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies.
- Promouvoir, dans les projets financés par le FIDA, les activités en rapport avec les économies traditionnelles et la commercialisation.

Afrique

Le groupe Afrique a recensé les actions suivantes:

Recommendations	Actions	Responsabilités
Renforcer les échanges de vues et la création de réseaux entre les peuples autochtones africains, notamment dans le cadre de projets et de manifestations appuyés par le FIDA	Inviter des représentants autochtones à participer activement au prochain forum régional de la Division Afrique orientale et australe (ESA) et de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)	FIDA
	En vue du prochain Forum des peuples autochtones au FIDA, deux ateliers préparatoires régionaux devront se tenir en Afrique (WCA et ESA)	FIDA
	Mettre en place une plateforme virtuelle pour un partage d'expériences	Peuples autochtones avec l'appui du FIDA. Possibilité de combinaison avec l'initiative de l'IPAF en matière de gestion des savoirs
Accentuer, dans le contexte du Forum des peuples autochtones, le ciblage sur les pays	Organiser dans chaque pays, au cours des six prochains mois, une réunion avec les chargés de programmes de pays/chargés d'appui au programme de pays (CPP/CAPP)	Les organisations autochtones contacteront les CPP/GPP, et les bureaux du FIDA organiseront ensuite la réunion
Prendre en compte la valeur nutritionnelle des systèmes alimentaires traditionnels	Pour les projets d'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels appuyés par le FIDA, l'enquête de référence devrait inclure une documentation sur les systèmes alimentaires autochtones	FIDA/PA/IPAF. Liaison avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle pour garantir le respect des droits de propriété intellectuelle
Accroître le partage d'information	Veiller à ce que les enseignements tirés des projets réussis du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones soient utilisés	IPAF. Retour d'information vers les organisations autochtones/ FIDA
Veiller à ce que les peuples autochtones soient représentés dans les organes de décision au niveau des projets; assurer un renforcement de leurs capacités	Veiller à ce que les peuples autochtones soient représentés au sein des équipes de gestion du programme de pays (EGPP) et des comités de pilotage des projets intervenant dans les territoires autochtones, et qu'ils participent aux missions de conception et de supervision	Les peuples autochtones contacteront le FIDA. Le FIDA invitera les peuples autochtones
Reconnaître la valeur des divers systèmes alimentaires des peuples autochtones; considérer le régime foncier applicable aux terres et aux territoires comme une question prioritaire; faire preuve d'une volonté de désengagement des projets ayant une incidence négative sur le régime foncier	Partager l'information et cartographier les initiatives se rapportant à la mise en œuvre des directives volontaires auxquelles sont associés le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Coalition internationale pour l'accès à la terre	FIDA. Les peuples autochtones contacteront l'ILC

Asie et Pacifique

Le groupe de travail Asie et Pacifique a élaboré un plan d'action actualisé sur la base de recommandations formulées au cours des ateliers régionaux:

Recommendations	Actions
Contribuer à la mise en œuvre complète et effective des résultats de la CMPA et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et poursuivre les activités de plaidoyer auprès des gouvernements des États	Consultations avec les peuples et les communautés autochtones pendant la conception des COSOP et des projets
Adopter une approche holistique de l'appui et du renforcement des systèmes alimentaires des peuples autochtones, en prenant notamment en compte les régimes fonciers traditionnels, la préservation de la biodiversité, et le respect et la redynamisation des valeurs culturelles et spirituelles; veiller à ce que les peuples autochtones soient associés à la conception des projets	Appliquer les politiques institutionnelles relatives au consentement préalable, libre et éclairé, et notamment mettre en œuvre les orientations contenues dans la note d'instructions pratiques
Renforcer la participation des peuples autochtones tout au long des cycles des programmes et projets, par exemple en faisant participer des représentants de ces populations aux EGPP, aux comités de pilotage des projets, aux unités de coordination technique, et aux activités de suivi-évaluation	Consultations avec les peuples et les communautés autochtones pendant la conception des COSOP et des projets
	Participation de représentants des peuples autochtones aux réunions de l'EGPP, le cas échéant
Faciliter la concertation entre les peuples autochtones et les gouvernements sur l'importance des systèmes agricoles traditionnels dans les politiques, les stratégies et les cadres généraux en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la résilience face au changement climatique, la nutrition et la culture locale	Inclure, dans les futurs programmes de dons, une focalisation sur les systèmes alimentaires autochtones ou en faire une composante des projets d'investissement, selon le souhait du gouvernement
Inclure des indicateurs se rapportant spécifiquement à la situation des peuples autochtones dans le Système d'allocation fondée sur la performance et dans le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, dans les projets bénéficiant d'une assistance du FIDA, ainsi que dans d'autres systèmes et outils de suivi pour les projets du FIDA au niveau des pays	La Division régionale Asie et Pacifique (APR) veillera, en liaison avec la Division des politiques et du conseil technique et le Département de la stratégie et des savoirs, à ce que les indicateurs étudiés au cours des ateliers régionaux soient pris en compte lors de la future révision des directives du SYGRI au niveau de l'institution, et dans la contribution du FIDA à la définition des indicateurs à retenir pour les objectifs de développement durable et le programme de développement pour l'après-2015, par l'intermédiaire de l'équipe spéciale du FIDA pour l'après-2015
Accroître la capacité du personnel du FIDA de s'engager aux côtés des peuples autochtones au niveau des pays	La Division APR appuiera l'intégration, au niveau des pays, du partage des savoirs concernant les meilleures pratiques, encouragera la participation du personnel du FIDA, et mobilisera l'expérience tirée des activités des itinéraires d'apprentissage
Appuyer les activités de recherche et de documentation relatives aux savoirs et aux systèmes alimentaires des peuples autochtones, ainsi qu'à la reproduction à plus grande échelle des pratiques ayant donné de bons résultats, notamment par le biais des échanges d'expériences entre peuples autochtones et de la promotion des aliments traditionnels auprès des consommateurs	Inclure à l'avenir, dans les projets financés par des dons et les projets d'investissement, un élément de gestion des savoirs concernant les peuples autochtones, dont le but sera la génération de savoirs et leur documentation
	APR proposera un don pour appuyer des activités de recherche et de documentation relatives aux systèmes alimentaires autochtones et traditionnels dans la région Pacifique, et susceptibles, en cas d'approbation, d'une reproduction à plus grande échelle dans la région

Mettre l'accent sur des initiatives d'appui à la jeunesse autochtone, y compris par l'éducation, la formation et le développement de compétences pour les occupations traditionnelles, le dialogue intergénérationnel, la participation des jeunes à la prise de décisions et un meilleur accès à une technologie adéquate	Les CPP rechercheront les possibilités d'appuyer, dans les futurs projets d'investissement, les jeunes et les femmes autochtones
Reconnaître, apprécier et renforcer le rôle joué par les femmes autochtones dans les systèmes alimentaires traditionnels, en s'assurant de leur participation pleine et efficace à tous les projets, dans le cadre d'une série d'initiatives ciblées	

Contributions aux plans d'action régionaux

Après les présentations des groupes de travail régionaux, plusieurs spécialistes ont présenté un certain nombre d'importantes contributions.

Victoria Tauli-Corpuz a souligné l'importance de la participation du FIDA à l'élaboration des plans d'action nationaux et du plan d'action à l'échelle de l'ensemble du système approuvé dans le document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones (CMPA), et à la détermination d'indicateurs pour le programme de développement pour l'après-2015. La proposition du chef de la Division Asie et Pacifique du FIDA, relative à la rédaction d'une synthèse des rapports provenant de toutes les régions – afin de recenser les bonnes pratiques appuyées par le FIDA – serait également très importante. Ce travail pourrait être réalisé en collaboration avec les peuples autochtones – peut-être sous la forme d'un projet conjoint avec les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

Joji Cariño, Directrice du Programme pour les populations forestières, a fourni des informations supplémentaires sur la question des indicateurs. Les indicateurs doivent être conçus sur mesure et se rapporter aux principales questions dont nous voulons assurer le suivi. Il est nécessaire de déterminer les institutions qui joueront le rôle pilote pour ce qui concerne les indicateurs de haut niveau, et par exemple ceux relatifs au document final de la CMPA et à la sécurité alimentaire dans le contexte des objectifs de développement durables (ODD). Les peuples autochtones déploient d'importants efforts pour renforcer le suivi à assise communautaire axé sur les systèmes alimentaires et les moyens d'existence durables. Le FIDA doit définir la manière de contribuer à ce travail en cours, notamment en envisageant un itinéraire d'apprentissage sur les indicateurs et en renforçant la capacité de suivi des communautés.

Joji Cariño, Directeur du Programme pour les populations forestières

©FIDA/Giulio Napolitano

Chandra Roy, chef du Secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, a félicité le FIDA pour sa forte participation à la CMPA, soulignant – par exemple – que la présence du Président a un poids qui résonne au sein des autres institutions. Elle espère que le FIDA continuera à jouer un rôle pilote dans le suivi des résultats de la CMPA, et notamment l'élaboration du plan d'action à l'échelle de l'ensemble du système, en collaboration avec le Groupe d'appui interorganisations.

Soyata Maiga, Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ACHPR), Mali, a noté qu'il est important de renforcer les capacités des peuples autochtones d'Afrique, et d'assurer leur

Soyata Maiga, Commissaire, ACHPR, Mali

©GANGA/Cabras/Molinari

alphabétisation et leur accès aux informations véhiculées par les médias, pour leur permettre de participer au moins au niveau des instances locales. La concertation tripartite, associant le FIDA, les gouvernements et les peuples autochtones, est très importante. Cette concertation devrait aborder, en particulier, les réformes des systèmes fonciers, qui pourraient autrement être très difficiles à traiter, étant donné qu'elles touchent les intérêts de groupes dominants.

Il est essentiel, dans la région africaine, que les peuples autochtones utilisent pleinement la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et les services de la Commission, car cette dernière possède une expérience des questions relatives aux peuples autochtones et une jurisprudence en la matière. Nous disposons d'un savoir-faire sur la manière de porter des affaires devant les tribunaux africains. Nous avons entrepris des études et nous explorons les moyens par lesquels nous pouvons dialoguer avec les autorités locales. Nous travaillons aussi avec les institutions pour les encourager à coordonner leurs approches, partager des informations et veiller à ce que leur appui aux peuples autochtones d'Afrique soit cohérent.

Adolphine Buayuwa Muley a souligné l'importance des débats régionaux, qui offrent l'occasion d'améliorer la compréhension du mode de fonctionnement du FIDA. Par ailleurs, les faits nouveaux intervenant dans d'autres régions nous donnent des idées d'actions à mener dans nos propres pays. Certaines régions ont davantage progressé que l'Afrique, et le FIDA pourrait peut-être appuyer des échanges interrégionaux d'expériences afin que l'Afrique puisse en bénéficier. Nous devons aussi étudier comment faire pour que les peuples autochtones aient accès aux bureaux de pays du FIDA, car les portes leurs restent closes dans certains bureaux.

Antonella Cordone a répondu que les peuples autochtones ont de grandes attentes quant à ce que peut faire le FIDA. C'est un point positif, car vous pensez que nous pouvons faire un effort supplémentaire. Cependant, nous devons aussi être réalistes quant à nos capacités. Nous avons besoin que vos organisations frappent aux portes et se mettent en liaison avec nous, à Rome, afin que nous puissions aussi exercer une pression au niveau du terrain. Il existe des limites au rôle que le FIDA peut jouer au niveau des pays, mais le plan d'action de la CMPA à l'échelle de l'ensemble du système constitue une grande occasion, pour nous tous, de rechercher des synergies et des convergences entre nos plans et d'améliorer encore notre action sur le terrain.

Maria Clara Tigse Vivanco, *Asociación Agro ecológica de Mujeres Semilla y Vida*, Projet de développement du couloir central (PDCC), projet financé par le FIDA, Équateur

©GANGA/Cabras/Molinari

PRÉSENTATIONS THÉMATIQUES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, LA NUTRITION, LES MÉDICAMENTS, ET LES SYSTÈMES DE SAVOIR DES PEUPLES AUTOCHTONES

Harriet V. Kuhnlein, Fondatrice et Directrice du Centre pour la nutrition et l'environnement des peuples autochtones (CINE), a présenté les activités de recherche sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones, basées sur plusieurs études spécifiquement consacrées à certains pays et s'appuyant sur une analyse des échantillons alimentaires. Cette recherche a pour but d'améliorer la sécurité alimentaire et d'instruite les futures générations. Les systèmes alimentaires sont précieux et doivent être protégés pour faire en sorte qu'ils perdurent au sein des communautés autochtones. Nous avons travaillé avec les Ibos au Nigeria, les Massaïs au Kenya, les Bihils et les Sahibabad en Inde, les Karens dans l'ouest de la Thaïlande, et nombre d'autres encore. Dans chaque zone, les communautés autochtones ont appliqué la méthodologie définie pour documenter leurs propres systèmes alimentaires. Nous avons pu, de cette manière, obtenir un financement pour l'exécution d'études d'intervention sur l'amélioration de la nutrition et de la santé publique, développant ainsi la confiance des populations dans l'utilisation d'informations sur leurs ressources alimentaires traditionnelles. Nos travaux sont publiés dans le rapport *Indigenous peoples' food systems and well-being: interventions and policies for healthy communities*, (Systèmes alimentaires et bien-être des peuples autochtones: interventions et politiques pour des communautés saines), publié en 2013 afin d'encourager les autres communautés à élaborer leurs propres programmes d'améliorations de la nutrition.

Harriet Kuhnlein, Professeure émérite de nutrition humaine et Directrice fondatrice de CINE, Canada

©FIDA/Giulio Napolitano

Treena Delormier, Professeur, Bureau des études de santé publique, Université d'Hawaï
J'appartiens à la population Mohawk de Kahnawake, une communauté autochtone sur l'autre rive de la rivière Montréal. Nos valeurs sociales, culturelles et spirituelles sont célébrées au cours de diverses cérémonies, qui mettent l'accent sur le rôle joué par les aliments traditionnels et redynamisent une meilleure compréhension des systèmes alimentaires autochtones. Je participe activement à plusieurs projets et initiatives communautaires sur ces questions, et je travaille depuis vingt ans sur la prévention du diabète, dans le cadre de recherches et d'interventions axées sur les communautés. Ces interventions ont pour but d'encourager la consommation d'aliments nutritifs que l'on peut obtenir auprès d'agriculteurs familiaux et de distributeurs locaux, et de rendre les personnes plus responsables de la coopération et du maintien d'une communauté forte. Je suis actuellement associée au programme de mastère de santé publique de l'Université d'Hawaï portant sur les populations autochtones hawaïennes. Le programme est né de la nécessité de créer un espace sûr, où

les jeunes étudiants pourraient acquérir des connaissances sur la sécurité alimentaire et les régimes nutritionnels des populations autochtones et sur le changement climatique et les questions environnementales. Nous organisons également un autre important programme de formation pour des populations de moindre importance de la région Pacifique, qui donne aux jeunes étudiants de ces communautés autochtones la possibilité de suivre, dans les domaines de la santé et de la nutrition, des stages sur la prévention de l'obésité dans leurs propres communautés.

Présentation sur l'alimentation, la médecine et la spiritualité: repenser les moyens d'existence durables et le rôle de nos systèmes autochtones de savoirs

Hussein Isack, Kivulini Trust, et M. Tadesse Wolde, Membre du Comité de pilotage, ont présenté une étude de cas sur les pasteurs Gabbra du nord du Kenya.

Le pastoralisme est un système de moyens d'existence intégrant des mécanismes de gestion des ressources, de production, d'échanges et de sécurité sociale. C'est un système d'élevage très évolué, comportant une utilisation sophistiquée de l'espace et du temps, caractérisée par la souplesse et la mobilité élevée et par le partage des responsabilités et la réciprocité.

Les Gabbra vivent et voyagent léger, dans des maisons démontables. Ils ont un système complexe de gestion du risque, de partage de la nourriture et de sécurité sociale, et une division sexospécifique du travail. Les cinq sections indépendantes de la communauté Gabbra se déplacent suivant différents itinéraires de migration, traversant certaines montagnes et le long de certains cours d'eau. Elles ont des relations interculturelles avec d'autres communautés. Sans la présence de ces autres communautés, certaines cérémonies ne peuvent pas se dérouler. Les pressions sont de divers types: accaparement des terres, utilisations concurrentes de la terre, restrictions à la mobilité stratégique, fragmentation des parcours et affaiblissement des institutions coutumières.

Les communautés cherchent à résoudre ces problèmes et à célébrer leur patrimoine social et culturel, dans lequel elles s'attribuent le rôle, enraciné dans la spiritualité, de gardiennes des terres et de l'environnement.

Hussein Isack, Kivulini Trust, Kenya

©GANGA/Cabras/Molinari

Hoang Van Giap, Partenariat pour le développement de l'agroforesterie en faveur des pauvres, projet financé par le FIDA, Viet Nam

©GANGA/Cabras/Molinari

SYNTHÈSE DES DÉLIBÉRATIONS

La synthèse des délibérations a été examinée et adoptée par tous les participants autochtones au Forum. Elle puise ses éléments dans les contributions des ateliers régionaux, ainsi que dans le partage de préoccupations, d'expériences, d'enseignements et de recommandations qui a eu pour cadre la réunion mondiale. Elle s'inspire également des débats qui se sont tenus, lors des réunions des groupes de travail régionaux, entre les membres du Forum des peuples autochtones et le personnel du FIDA. La synthèse des délibérations reflète donc les principaux thèmes et questions évoqués dans l'ensemble des régions et propose une série de recommandations d'activités futures.

Synthèse des délibérations de la deuxième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, 12-13 février 2015

Nous, peuples autochtones d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et du Pacifique, avons des systèmes alimentaires uniques, ancrés dans des pratiques nous assurant des modes de vie durables et adaptés aux écosystèmes spécifiques de nos territoires. Ces pratiques incluent l'agriculture familiale, le pastoralisme, l'agriculture itinérante, la pêche, la chasse et la cueillette. Au fil des générations, ces moyens d'existence ont assuré la souveraineté alimentaire et le bien-être de nos communautés, et ils sont par conséquent intimement liés à nos identités, nos cultures, notre spiritualité, notre éducation et nos systèmes de gouvernance.

Malgré la haute valeur nutritionnelle des aliments autochtones, et l'indéniable contribution des modes de vie autochtones à la préservation de la biodiversité et au développement durable, nos moyens d'existence sont encore mal compris et peu appréciés. En particulier, les pratiques non sédentaires et non commerciales sont méconnues et discriminées.

En outre, les terres, les territoires et les ressources de nombreuses communautés autochtones ne bénéficient pas d'une reconnaissance et d'une protection juridiques. L'accaparement imposé des terres et les déplacements au profit des industries extractives, des projets d'infrastructure, de l'agriculture industrielle, des investissements fonciers spéculatifs et des zones de conservation se poursuivent à un rythme alarmant. Ces facteurs sont aggravés par les effets dévastateurs du changement climatique, ce qui conduit à des changements rapides des régimes alimentaires, à la perte de systèmes alimentaires traditionnels, à la dépendance à l'égard des produits alimentaires importés et industriels, à la malnutrition et à de sévères problèmes de santé. Les réponses doivent être pluridimensionnelles, transdisciplinaires et holistiques.

Dans ce contexte, nous réaffirmons notre profonde reconnaissance pour le partenariat mutuellement bénéfique qui se poursuit avec le FIDA. La politique du FIDA, qui consiste à cibler les populations rurales vivant en situation d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire, le conduit inévitablement vers nos communautés. De notre côté, nous apportons en complément à ce partenariat par nos savoirs, nos systèmes alimentaires et nos modes de vie durables traditionnels, comme bases d'élaboration de solutions constructives.

Le Forum des peuples autochtones au FIDA a contribué à définir l'orientation stratégique de notre partenariat, qui se traduit progressivement par des actions sur le terrain. Le FIDA

développe sa capacité d'intervenir sur les questions autochtones: il a réalisé une synthèse des évaluations de son travail aux côtés des peuples autochtones et intégré l'exigence d'un consentement préalable, libre et éclairé dans la version révisée de ses procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique. De même, nos besoins et nos priorités sont de plus en plus pris en compte dans les stratégies, les programmes et les projets nationaux. Le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones appuie un nombre croissant de projets répondant directement aux besoins et aux priorités de nos communautés.

Au niveau mondial, l'appui du FIDA a contribué aux résultats positifs de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, tenue en 2014, où les États se sont engagés à "reconnaître et promouvoir les droits des peuples autochtones en ce qui concerne les terres, territoires et ressources, et à statuer sur ces droits", ainsi qu'à "promouvoir des politiques, des programmes et des ressources permettant de pourvoir aux occupations des peuples autochtones, à leurs activités traditionnelles de subsistance, leurs économies, leurs moyens d'existence, leur sécurité alimentaire et leur nutrition." Nous espérons voir ces engagements réaffirmés et pris en compte dans le programme de développement durable pour l'après-2015 et dans le nouveau Cadre stratégique du FIDA.

Ces progrès nous encouragent à poursuivre sur la voie du renforcement de l'impact sur le terrain. Nous réaffirmons notre engagement à œuvrer avec le FIDA pour résoudre les défis subsistants en matière d'exécution, et nous proposons les recommandations et les engagements ci-après:

Recommandations adressées conjointement au FIDA, aux gouvernements et aux peuples autochtones:

- Adopter une approche holistique d'appui et de renforcement des systèmes alimentaires des peuples autochtones, de leurs pratiques assurant un mode de vie durable, de leurs systèmes de gouvernance et de leurs valeurs culturelles et spirituelles.
- Sensibiliser davantage aux valeurs des systèmes alimentaires des peuples autochtones, notamment par des campagnes d'information des consommateurs, des foires alimentaires et des programmes d'enseignement.
- Faciliter la concertation avec le secteur privé pour respecter les systèmes alimentaires des peuples autochtones et leurs moyens d'existence durables.

Recommandations adressées au FIDA:

- Appuyer des initiatives pour la reconnaissance et la protection des droits des peuples autochtones en ce qui concerne les terres, les territoires et les ressources et se désengager des projets ayant une incidence négative sur ces droits.
- Apporter des moyens de renforcer les capacités et faciliter la concertation entre les peuples autochtones et les gouvernements à propos des modes de vie durables, y compris le pastoralisme et autres pratiques itinérantes.
- Renforcer la participation des peuples autochtones tout au long des cycles des programmes et projets, et notamment dans les équipes de gestion des programmes de pays et dans la conception et la supervision des projets.
- Veiller à ce que le consentement préalable, libre et éclairé soit systématiquement et régulièrement obtenu dans le contexte des projets du FIDA ciblant ou affectant des populations autochtones, y compris par le biais de directives concernant les procédures et d'un renforcement des capacités du personnel et des partenaires d'exécution.
- Appuyer les activités de recherche, de documentation, de formation, d'échange d'expériences et de reproduction à plus grande échelle des pratiques réussies en rapport avec les systèmes alimentaires des peuples autochtones et leurs moyens d'existence, y compris entre les régions.

- Concevoir des initiatives ciblées à l'intention des femmes et des jeunes autochtones, portant notamment sur le développement des compétences, le dialogue entre générations, la formation au leadership, la participation à la prise de décisions et l'accès accru à des techniques appropriées.
- Ventiler les données et inclure des indicateurs concernant spécifiquement la situation des peuples autochtones dans le Système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA et dans les programmes d'options stratégiques pour le pays, ainsi que dans d'autres systèmes et outils de suivi.
- Contribuer activement à la mise en œuvre des résultats de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, notamment le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies, en mettant particulièrement l'accent sur la définition, l'application et le suivi d'indicateurs spécifiques aux peuples autochtones, y compris dans le contexte des Objectifs de développement durable. S'agissant des Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux forêts et aux pêches, de la nutrition et d'autres thèmes, renforcer la coordination et la collaboration avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (FAO et PAM) et d'autres institutions comme la Coalition internationale pour l'accès à la terre.
- Accroître la capacité du personnel du FIDA, y compris au niveau des pays, de mettre pleinement en œuvre la Politique relative à l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.
- Soumettre la présente Synthèse des délibérations au Conseil d'administration du FIDA, pour discussion.

Recommandations adressées aux gouvernements:

- Reconnaître et protéger les droits inaliénables des peuples autochtones aux terres, aux territoires et aux ressources.
- Reconnaître la valeur des divers systèmes alimentaires des peuples autochtones en tant qu'élément clé des politiques et des cadres nationaux pour le développement durable, la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique.
- Élaborer au niveau national, et en partenariat avec les peuples autochtones, des plans d'action, des stratégies et d'autres mesures pour atteindre les Objectifs de développement durable et donner suite aux engagements figurant dans le Document final de la Conférence mondiale 2014 sur les peuples autochtones.
- Appuyer et faciliter la participation de représentants des peuples autochtones aux comités de pilotage des projets, aux unités de coordination technique et aux activités de suivi-évaluation.

Groupe d'experts du Conseil des gouverneurs du FIDA

©GANGA/Cabras/Molinari

Réponse de la direction à la synthèse des délibérations

Michel Mordasini, Vice-Président du FIDA, a répondu, au nom de la direction du FIDA, à la synthèse des délibérations.

Michel Mordasini, Vice-Président du FIDA

©FIDA/Giulio Napolitano

- Le FIDA souhaite faire en sorte que la concertation sur les droits des peuples autochtones se déroule tant au niveau mondial qu'au niveau local. Nous avons par conséquent financé une large participation de représentants des peuples autochtones à la CMPA, et notre première conférence-débat sur les peuples autochtones se tiendra dans quelques jours à l'occasion du Conseil des gouverneurs du FIDA. Le FIDA entend très clairement votre message: il faut passer du document final de la CMPA à l'action sur le terrain. Je souligne que le FIDA est résolu à œuvrer avec vous pour concrétiser le plan d'action issu de la CMPA et pour trouver les moyens d'exploiter les résultats de la CMPA pour enrichir les ODD. Le FIDA doit aussi tourner son regard vers ses propres activités. Au cours des prochains mois, nous élaborerons notre nouveau cadre stratégique pour la période 2016-2025. Nous ne manquerons pas l'occasion de voir comment les résultats de la CMPA peuvent aussi enrichir le cadre du FIDA.
- Le FIDA reconnaît et respecte les formes traditionnelles de régimes fonciers et d'utilisation des ressources, ainsi que les structures traditionnelles de gouvernance. Conformément aux nouvelles Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, tous les emprunteurs et bénéficiaires du FIDA doivent obtenir le consentement préalable, libre et éclairé pour les projets affectant les terres et les ressources naturelles des peuples autochtones et des communautés locales. Nous tiendrons cet engagement et le CPLCC sera obtenu avant qu'un projet quelconque ne soit soumis à l'approbation du FIDA.
- Au niveau des pays, le FIDA appuiera, en qualité de courtier honnête, la concertation entre le gouvernement et les peuples autochtones pour que les discussions puissent aller de l'avant. Nous avons confiance en les gouvernements de nos États membres, et nous sommes certains qu'il existe une marge d'expansion et de renforcement de la concertation.
- Nous vous soutenons pleinement lorsque vous demandez une participation accrue des organisations autochtones aux projets financés par le FIDA. Beaucoup de choses ont été faites, mais nous n'y sommes pas encore, et il est possible de faire mieux et davantage. Le Président et la direction du FIDA sont fermement résolus à déployer davantage d'efforts pour cette consultation avec les EGPP et les CPP. Nous y parviendrons, mais il faut aussi, de votre part, des efforts pour mettre en forme le message et vous engager dans les négociations. Nous attendons de vous que vous prépariez en vue de cette consultation.
- Le FIDA est fier d'être le facilitateur de l'initiative IPAF, mais nous avons aussi besoin de votre appui en tant qu'ambassadeurs de l'IPAF pour contribuer à la mobilisation des ressources et à la reproduction à plus grande échelle des activités.
- Nous renforcerons notre collaboration avec les autres institutions ayant leur siège à Rome et d'autres institutions, notamment en travaillant main dans la main avec la FAO et l'ILC pour la mise en œuvre des directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux forêts et aux pêches.

- La détermination des indicateurs pertinents est un domaine suscitant un intérêt et des débats particuliers et les gouvernements se sont engagés, dans le document final de la CMPA, à faire davantage. Cela ouvrira de nouvelles possibilités et le FIDA étudie les moyens de répondre aux demandes des gouvernements partenaires et des peuples autochtones afin de contribuer aux progrès dans ce domaine. La Division des politiques et du conseil technique est également intéressée par l'élaboration de matrices et d'indicateurs améliorés aux niveaux du COSOP et des projets.
- Enfin, la décision de soumettre la synthèse des délibérations au Conseil d'administration ne relève pas de la direction du FIDA, mais doit plutôt être examinée par le Conseil des gouverneurs.

Session finale avec les gouverneurs du FIDA et les représentants au Conseil d'administration

Les représentants des pays suivants ont participé à la session finale du Forum: Allemagne, Arabie saoudite, Canada, Égypte, Équateur, Finlande, Guinée équatoriale, Hongrie, Italie, Kenya, Mozambique, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Suisse, Turquie, et Venezuela.

Les représentants des États membres ont félicité le FIDA pour son rôle unique et déterminant à l'égard des peuples autochtones aux niveaux mondial et local, et les peuples autochtones et le FIDA pour l'excellent travail et les utiles résultats du Forum. En particulier, les représentants ont accueilli avec intérêt la synthèse des délibérations, qui recommande une approche holistique de l'appui et du renforcement des systèmes alimentaires des peuples autochtones, des pratiques durables en matière de moyens d'existence, et de systèmes de gouvernance. Il a été souligné que tant le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) que le suivi de la Deuxième conférence internationale sur la nutrition constituent des axes pertinents pour la poursuite de ces objectifs. En conséquence, les représentants des États ont recommandé un engagement actif des peuples autochtones, ce qui contribuerait à enrichir ces débats. La collaboration entre le FIDA et la FAO à propos des directives volontaires relatives aux régimes fonciers a également été appréciée, et il a été suggéré qu'une collaboration du même ordre soit recherchée à propos des Principes relatifs aux investissements responsables dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Il a été relevé que, bien que constituant un élément clé du mandat du FIDA, l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés et aux filières n'est pas mentionné dans la synthèse des délibérations. De même, il n'est pas fait explicitement état du droit à la nourriture, alors que l'affirmation de ce droit, il y a dix ans, avait été saluée comme une grande réalisation.

Les participants autochtones se sont félicités des suggestions constructives formulées par les représentants des États. Leur réponse est résumée dans les lignes suivantes: *"la focalisation de la réunion 2016 du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur les forêts et la sécurité alimentaire est d'une grande pertinence pour les peuples autochtones, étant donné que nos moyens d'existence traditionnels, comme la culture itinérante, sont souvent considérés, à tort, comme une cause de destruction de la forêt. Les conclusions de recherches récentes montrent que la foresterie durable, la sécurité alimentaire et la nutrition sont interconnectées et se rattachent au secteur foncier, ce qui confirme la nécessité d'une approche holistique. Nous incluons donc, dans notre utilisation du concept d'approche holistique, les économies et les pratiques de production traditionnelles, ainsi que les filières et l'accès aux marchés. Par ailleurs, même si le droit à la nourriture n'est pas explicitement mentionné, nous attendons du FIDA et des autres institutions qu'ils suivent cette approche basée sur les droits de l'homme".*

Les participants ont par ailleurs précisé que, bien que les peuples autochtones aient participé dans une certaine mesure à l'élaboration des Principes relatifs aux investissements responsables dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires, les deux questions principales abordées lors de la première réunion mondiale entre les peuples autochtones et la FAO qui s'est tenue récemment concernaient les directives volontaires et l'agroécologie. Les activités de suivi comprennent des groupes de travail sur les semences et les systèmes alimentaires. Les participants ont toutefois noté que la cohérence et la coordination entre les institutions demeurent parfois faibles, et ont préconisé un renforcement de la coordination entre les institutions ayant leur siège à Rome, notamment en élargissant la portée du prochain Forum des peuples autochtones. Enfin, les participants ont insisté sur leur recommandation invitant le FIDA à faciliter la concertation avec le secteur privé. C'est là la pointe d'un débat plus général sur les moyens d'assurer aux peuples autochtones un juste accès aux filières et aux marchés. Bien que de nombreux systèmes alimentaires autochtones soient orientés vers une production de subsistance, de nombreux autres sont également engagés sur le marché – parfois même sur les marchés mondiaux. Ainsi, le Plan d'action régional pour l'Amérique latine prévoit un engagement à appuyer les économies traditionnelles et l'accès aux marchés, spécialement pour les femmes autochtones.

Michel Mordasini, Vice-Président du FIDA, a prononcé les remarques conclusives au nom de la direction et du personnel du FIDA, et remercié tous les participants pour leur active participation et leur généreux partage de savoirs. Cette deuxième réunion mondiale, a-t-il déclaré, a produit une abondante moisson de recommandations d'action, de concertation et de plaidoyer. Elle s'est tenue au bon moment, celui auquel la communauté internationale définit le chemin qu'elle suivra pour les ODD et recherche un accord sur le changement climatique, cependant que le FIDA élabore son nouveau cadre stratégique. Les observations très constructives sur la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome proposent d'autres thèmes sur lesquels le FIDA peut assurer un suivi au cours de ses réunions consultatives trimestrielles avec la FAO et le PAM. Les institutions ayant leur siège à Rome devront réfléchir attentivement aux moyens d'appuyer la mise en œuvre des Principes relatifs aux investissements responsables dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires, encore très nouveaux.

De manière générale, notre partenariat avec les peuples autochtones existe de longue date et il est profondément enraciné, puisque le premier prêt ayant pour objet d'appuyer les peuples autochtones a été accordé en 1979 à l'État plurinational de Bolivie. Aujourd'hui, 30% des projets du FIDA appuient des peuples autochtones dans plus de 30 pays, et notre partenariat s'étend aux niveaux nationaux et régionaux, ainsi qu'aux enceintes où s'élaborent les politiques internationales. Bien que les contextes puissent varier, le but commun demeure constant: promouvoir des politiques qui respectent les droits des peuples autochtones. C'est pourquoi le FIDA appuie le principe du consentement préalable, libre et éclairé dans toutes les décisions affectant la vie et l'avenir des peuples autochtones, et accorde une grande valeur au transfert des cultures et des savoirs traditionnels aux générations futures pour protéger les systèmes alimentaires durables.

L'autonomisation des peuples autochtones est un élément central de l'approche du FIDA. Nous veillerons à ce que le Forum des peuples autochtones ait un impact concret sur nos opérations. Nous devons travailler avec vous pour définir des outils efficaces pour la mesure de l'impact. Le FIDA a pour mission d'investir dans les communautés les plus vulnérables de la planète. Il ne fait pas de doute qu'un engagement accru du FIDA auprès des communautés autochtones dans les zones rurales constitue la bonne marche à suivre. Le Forum apporte une contribution capitale, et nous vous remercions, parce que nous bénéficions de vos précieux savoirs et de vos orientations.

Sushila Majhi, *Amasangathan*, projet du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), Inde

©GANGA/Cabras/Molinari

ANNEXE A

LISTE DES PARTICIPANTS

REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DES PEUPLES AUTOCHTONES

AFRIQUE

M. Boudan Alkassoum, Femmes et enfants en détresse (FEED), Niger

M. Lazare Alombi, Groupe d'initiative commune des agriculteurs Baka engagés dans la production de vivres de Bitsoumam (GIC ABEPAGVIB), Cameroun

M. Vital Bambanze, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPACC), Burundi

Mme Adolphine Buayuwa Muley, Union pour l'émancipation de la femme autochtone (UEFA); membre du comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, République démocratique du Congo

M. Moses Khumub, Tsintsabis Trust, Namibie

M. Adam Lemareka, Organisation communautaire de développement des pastoralistes indigènes de Parakuiyo (PAICODEO), République-Unie de Tanzanie

Mme Jane Meriwas, Samburi Women Trust (SWT), Kenya

M. Joseph Mukumo Itongwa, Programme d'intégration et de développement du peuple pygmée au Kivu (PIDP), République démocratique du Congo

M. Joseph Ole Simel, Mainyoito Pastoralist Integrated Development Organization (Organisation de développement intégré des pasteurs de Mainyoito [MPIDO]); membre du comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Kenya

M. Wolde Tadesse, Membre du comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA et membre du *Conseil du Mécanisme* d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), Éthiopie

Mme Elsie Tolani Mvimi, Changate Conservation and Development Trust (Fonds de conservation et de développement de Changate [CCDT]) – petit don IPAF, Botswana

ASIE ET PACIFIQUE

M. Jagat Bahadur Magar, Nepal Federation of Indigenous Nationalities (Fédération népalaise des nationalités autochtones [NEFIN]), Népal

Mme Jennifer Baing Waiko, Save Papua New Guinea, Papouasie-Nouvelle-Guinée

M. Ulaiasi Baya, Customary Land Solutions, Fidji

Mme Joan Carling, Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP); membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), Philippines

Mme Virginia Dammay, Cordillera Women's Education Action Research Center (CWEARC): projet IPAF, Philippines

M. Laljibai Gafurbahai Desai, Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants (WAMIP); membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Inde

Mme Sushila Majhi, Amasangathan: projet IPAF, Inde

M. Cyfrianus Mambai, Projet de développement des communautés côtières (CCD): projet financé par le FIDA, Papouasie occidentale, Indonésie

Mme Rukka Sombolinggi, Aliansi Masyarakat Adat Nusantara (AMAN), Indonésie

M. Changsan Thanglienzau, Projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est (NERCORMP): projet financé par le FIDA, Inde

M. Hoang Van Giap, Projet relatif à des partenariats pour le développement de l'agroforesterie en faveur des pauvres (3PAD): projet financé par le FIDA, Viet Nam

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

M. Hipólito Acevei Guainer, Federación por la Autodeterminación de los Pueblos Indígenas (FAPI), Paraguay

Mme Faustina Alvarenga, Articulación de Mujeres Indígenas del Paraguay (MIPY), Paraguay

Mme Rosalía Esther Barra, Mesa de Arte y Artesanía Mapuche de Aluminé (MAYAMA), Projet de développement rural en Patagonie (PRODERPA): projet financé par le FIDA, Argentine

Mme Maria Eugenia Choque Quispe, Membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), État plurinational de Bolivie

Mme Mirna Cunningham, Présidente du Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones (CADPI) et membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, Nicaragua

M. Germán Jarro Tumiri, Programa de Desarrollo Integral Interdisciplinario (PRODII): projet IPAF, État plurinational de Bolivie

M. Antonio Porfirio Perez, Programa Nacional de Desarrollo Rural Regiones: Central, Nororiente y Suroriente (PNDR-ORIENTE): projet financé par le FIDA, Guatemala

Mme Maria Clara Tigse Vivanco, Asociación Agroecológica de Mujeres Semilla y Vida, Projet de développement du couloir central(PDCC): projet financé par le FIDA, Équateur

Mme Josien Tokoe, Coordonnatrice des organisations autochtones du Bassin de l'Amazone (COICA), Suriname

Mme Esther Noemi Tuz Canté, Red de Mujeres Indígenas (RMI), Mexique

ORGANISATIONS RÉGIONALES PARTENAIRES – MÉCANISME D'ASSISTANCE POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES (IPAF))

Mme Yohanis Amador, Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI), Colombie

M. Catalino Corpuz, Fondation Tebtebba, Philippines

Mme Eleanor Dictaan-Bang-Oa, Fondation Tebtebba, Philippines

Mme Tiziana Forte, FIMI, Italie

M. Hussein Isack, Kivulini Trust, Kenya

Mme Mariana Lopez, FIMI, Argentine

Mme Jacqueline Macharia, Kivulini Trust, Kenya

PERSONNES-RESSOURCES

M. Stanislas Binelli Mbassi, Alternatives durables pour le développement (ADD), Cameroun

Mme Treena Delormier, Professeure adjointe, natifs d'Hawaï et santé autochtone, États-Unis d'Amérique

Mme Birgitte Feiring, Rapporteure, Charapa Consult, Danemark

Mme Lola Garcia-Alix, Coordonnatrice du Groupe de travail international pour les affaires autochtones (IWGIA), Danemark

Mme Harriet Kuhnlein, Professeure émérite de nutrition humaine et Directrice fondatrice du Centre pour la nutrition et l'environnement autochtones de l'université McGill, Canada

Mme Soyata Maiga, Commissaire de la Commission africaine sur les populations/communautés autochtones (ACHPR), Mali

Mme Jocelyn Nettleton Carino, Directrice du Forest Peoples Programme (FPP), Royaume-Uni

M. Daniel Nongjop Syiem, Styliste, Ethnic Fashion House, Inde

Mme Janessaline Mary Pyngrope, Directrice, Ethnic Fashion House, Inde

Mme Chandra Roy-Henriksen, Cheffe du Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), États-Unis d'Amérique

Mme Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Philippines

ORGANISATIONS PARTENAIRES – OBSERVATEURS

Mme Molly Ahern, Université Roma Tre, Italie

Mme Evelyne Akezamutima, FAO

Mme Vanda Altarelli, Society for New Initiatives and Activities (SONIA), Italie

Mme Patricia Borraz, Rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

M. Jeffrey Campbell, FAO

M. Andrea Casini, Asia Onlus, Italie

M. Pierpaolo Ceciliani, FAO

Mme Ruth Charrondiere, FAO

Mme Francesca Chianese, Université de Rome "La Sapienza", Italie

Mme Laura Ciacci, Slow Food, Italie

M. Michele D'Apolito, HQuadro, Italie

M. Arnaud Deladeriere, FAO

M. Andrea dell'Angelo, Asia Onlus, Italie

Mme Jaune Evans, Tamalpais Trust, États-Unis d'Amérique

M. Yon Fernandez de Larrinoa, FAO

Mme Vidhya Jayaram Das, Agragamee : projet IPAF, Inde

M. Rainer Krell, FAO

M. José Arturo Lemus, Programa Nacional de Desarrollo Rural Regiones: Central, Nororiente y Suroriente (PNDER-ORIENTE): projet financé par le FIDA, Guatemala

Mme Sara Manetto, Indigenous Partnership for Agrobiodiversity and Food Sovereignty (IPAFS), Bioversity International, Italie

M. Pablo Manzano, FAO

M. Francesco Martone, Forest Peoples Programme (FPP), Royaume-Uni

Mme Emma McGhie, FAO

Mme Raffaella Milandri, Lions Club San Benedetto del Tronto Host, Expo 2015, Italie

Mme Annalisa Mauro, Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC)

Mme Giulia Pedone, Procasur

Mme Alejandra Pero, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

M. Francisco Reche Angulo, FAO

M. Phrang Roy, Indigenous Partnership for Agrobiodiversity and Food Sovereignty (IPAFS), Bioversity International, Italie

M. David Rubio, ILC

M. Toonys Verdinand Gedoan, Projet de développement des communautés côtières (CCD): projet financé par le FIDA, Indonésie

Mme Vanessa Vertiz, FAO

Mme Luisa Volpe, Organisation mondiale des agriculteurs (WFO), Italie

Mme Silvia Zanette, Organisation international pour les migrations (OIM), Colombie

Mme Laetitia Zobel, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Kenya

SECRÉTAIRE DU FIDA

M. Richard Abila, Spécialiste technique supérieur – Pêche et aquaculture, PTA

M. Jean-Philippe Audinet, Conseiller technique principal, PTA

Mme Rym Ben Zid, Chargé de programme de pays, Burundi, Division Afrique orientale et australe (ESA)

M. Fabrizio Bresciani, Économiste régional, Division Asie et Pacifique (APR)

M. Nigel M. Brett, Chargé de programme de pays, Inde, APR

M. Adolfo Brizzi, Directeur, PTA

M. Marco Camagni, Spécialiste technique supérieur – Développement des entreprises et des marchés ruraux, PTA

Mme Valentina Camaleonte, Assistante de programme, PTA

Mme Valeria Ciaffardini, Assistante administrative, APR

M. Leonardo Cini, Stagiaire – Questions autochtones et tribales, PTA

Mme, Antonella Cordone, Spécialiste principale, peuples autochtones et questions tribales, PTA

M. Ides de Willebois, Directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA)

Mme Khadidja Doucoure, Coordonnatrice régionale pour les questions d'égalité hommes-femmes, WCA

M. Tawfiq El-Zabri, Responsable de programme, APR

M. Sana Jatta, Conseiller principal de portefeuille, APR

M. Steven Jonckheere, Responsable de la gestion des savoirs et du suivi-évaluation, WCA

Mme Hoonae Kim, Directrice, APR

Mme Christiane Kuhn, Assistante de programme, WCA

Mme Margherita Loddoni, Consultante – questions autochtones et tribales, PTA

M. Joaquin Lozano, Coordonnateur sous-régional et chargé de programme de pays, Division Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Mme Laure Martin, Analyste de programme, LAC

M. Francesco Mazzone, Consultant, LAC

M. John McIntire, Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes (PMD)

Mme Miyuki Mizunoya, APR

Mme Lakshmi Moola, Chargé de programme de pays, Bhoutan et Népal, APR

Mme Fumiko Nakai, Responsable de l'évaluation, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE)

M. Thanh Tung Nguyen, Chargé d'appui au programme de pays, Viet Nam, APR

Mme Marian Odenigbo, Conseillère spéciale sur les questions de nutrition, ESA

Mme Chase Palmeri, Chargée de programme de pays, Îles du Pacifique, APR

Mme Lauren Phillips, Spécialiste technique supérieure – politiques, PTA

M. Mattia Prayer Galletti, Spécialiste technique principal – développement rural et institutions, PTA

M. Ilario Rea, Consultant, Division environnement et climat (ECD)

M. Claus Reiner, Chargé de programme de pays, LAC

M. Philippe Rémy, Chargé de programme de pays, Mali et Mauritanie, WCA

M. Tomas Ricardo Rosada, Responsable, Division de la planification stratégique (SPA)
M. Karan Sehgal, Responsable de portefeuille – technologies d'énergie renouvelable, APR
M. Andrea Serpagli, Responsable des dons, WCA
M. Ya Tian, Chargé de programme de pays – Maldives et Sri Lanka, APR
M. Ganesh Thapa, Consultant, Italie
Mme Jeszel Topacio, Assistante de programme, APR
M. Sakiusa Tubuna, Coordonnateur régional, Îles du Pacifique, APR
Mme Soraya Vicente Matias, Assistante de programme, PTA

ÉQUIPE AUDIO-VISUEL

Mme Alice Caramella, Volontaire
M. Alessio Costantino, Équipe de l'audio-visuel
Mme Beatrice Del Monte, Volontaire
M. Francesco Cabras, Directeur, Équipe de l'audio-visuel
M. Alberto Molinari, Directeur, Équipe de l'audio-visuel
Mme Dafni Tsakyraki, Volontaire

REPORTERS SOCIAUX

M. Bob Baber
Mme Barbara Bellogini
Mme Francesca Borgia
Mme Duygu Celik
M. Juan Ignacio Cortes Carrasbal
Mme Daniela Cuneo
Mme Isabel De La Pena
Mme Beatrice Gerli
Mme Rahel Getachew
Mme Sonia Gujral
Mme Katja Juvonen
M. Enrico La Cava
M. Tim Ledwith
Mme Maria Elena Mangiafico
Mme Magali Marguet
M. Maurizio Navarra
Mme Marian Amaka Odenigbo
Mme Sabine Pallas
Mme Alessandra Pani
M. David Paqui
M. Ilario Rea
Mme Stella Rwabita
Mme Roxanna Samii
Mme Larissa Setaro
Mme Silvia Sperandini
M. Neil Sorensen
Mme Katie Taft
M. Michael Taylor
M. Adam Vincent

ANNEXE B

ORDRE DU JOUR

Jeudi 12 février 2015

Lieu: IFAD headquarters, Italian Conference Room

10.00-11.00 **Séance d'ouverture**

Présidence: John Murray McIntire, Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes

Cérémonie d'ouverture des peuples autochtones

Remarques de bienvenue de **Kanayo Nwanze**, Président du FIDA

Discours liminaire de **Victoria Tauli-Corpuz**, Rapporteure spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Interventions des **membres du comité de pilotage** du Forum des peuples autochtones au FIDA

Vidéo sur la première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA (2013)

Présentation et approbation du programme

11.00-12.30 **Séance plénière**

Présidence: Joan Carling, membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones

Tendances et faits nouveaux en matière de partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones:

- Exposé du FIDA sur le partenariat en cours 2013-2015, par **Antonella Cordone**, spécialiste technique principale, questions autochtones et tribales, FIDA
- Exposés sur les conclusions et recommandations des ateliers régionaux tenus en vue du Forum en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et dans le Pacifique
- Séance plénière: débat et synthèse des questions clés pour les groupes de travail régionaux

12.30-13.00 **Séance plénière**

Présidence: Antonella Cordone, spécialiste technique principale, questions autochtones et tribales, FIDA

Exposé et discussion des principales conclusions du *Rapport de synthèse d'évaluations sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones*, préparé par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

13.00-14.30	**Pause-déjeuner**
14.30-17.15	**Réunions parallèles des groupes de travail régionaux**
	Présidence: directeurs de division régionale
	Appui du FIDA aux systèmes alimentaires et aux moyens de subsistance durables des peuples autochtones
	• Afrique, salle de conférences Ovale
	• Asie et Pacifique, salle de conférences C-600
	• Amérique latine et Caraïbes, salle de conférences Italie
	Préparation par les rapporteurs des comptes rendus de session des groupes de travail régionaux
17.30-18.00	**Initiative culturelle** Innovations dans le secteur textile ethnique: Jeunesse autochtone
18.00	**Rafraîchissements**

Vendredi 13 février 2015

Lieu:	Siège du FIDA: salle de conférences Italie
9.00-10.30	**Séance plénière**
	Présidence: Myrna Cunningham, Présidente du Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones
	Rapports des trois groupes de travail régionaux et examen de la manière d'améliorer le partenariat entre le FIDA et les peuples autochtones, sur la base des recommandations et des plans d'action des groupes de travail
10.30-11.15	**Séance plénière**
	Présidence: Juliane Friedrich, spécialiste technique principale, nutrition, FIDA
	Exposé sur les systèmes alimentaires et nutritionnels des peuples autochtones, par **Harriet V. Kuhnlein**, professeure émérite de nutrition humaine et directrice fondatrice du Centre d'étude sur la nutrition et l'environnement des peuples autochtones de l'université McGill à Montréal (Canada) et **Treena Delormier**, professeure adjointe, natifs d'Hawaï et santé autochtone, université d'Hawaï
11.15-11.30	**Pause-café**
11.30-12.30	**Séance plénière**
	Présidence: Jean-Philippe Audinet, spécialiste technique supérieur, organisations de producteurs et développement rural, FIDA
	Exposé et discussion de la synthèse succincte des délibérations par les représentants des peuples autochtones
12.30-14.00	**Pause-déjeuner**
14.00-14.50	**Séance plénière**
	Mise au point définitive et approbation par les représentants des peuples autochtones de la synthèse succincte des délibérations, et préparation en vue de sa présentation au Conseil des gouverneurs

14.50-15.20	**Séance plénière**
	Présidence: Josephina Stubbs, Vice-Présidente adjointe et Responsable principale des stratégies de développement, FIDA
	Exposé sur le thème "Alimentation, médecine et spiritualité: Repenser les moyens de subsistance durables et le rôle de nos systèmes autochtones de connaissance", par **Wolde Tadesse Gossa**, membre du comité de pilotage, **Mwangi Wanjiku**, directeur et cofondateur de l'association PORINI, et **Hussein Isack**, Kivulini Trust
15.20-15.30	**Pause-café**
15.30-17.00	**Séance plénière finale, ouverte aux Gouverneurs et aux représentants au Conseil d'administration du FIDA**
	Présidence: Adolfo Brizzi, Directeur de la Division des politiques et du conseil technique, FIDA
	• Lecture de la synthèse succincte des délibérations
	• Réactions de la direction du FIDA (**Michel Mordasini**, Vice-Président, FIDA)
	• Échanges avec les Gouverneurs et les représentants au Conseil d'administration
	• Clôture du Forum des peuples autochtones au FIDA par **Michel Mordasini**
	Cérémonie de clôture des peuples autochtones
17.00-17.15	**Rafraîchissements**
17.15-18.30	**Événement spécial** avec **Carlo Petrini**, Président du mouvement international Slow Food, sur le partenariat conjoint du FIDA et de Slow Food avec les peuples autochtones: Indigenous Terra Madre 2015 (Inde) et Expo 2015
19.30	**Dîner** à Agricoltura Nuova

ANNEXE C

DISCOURS D'OUVERTURE DE KANAYO F. NWANZE, PRÉSIDENT DU FIDA

Chers représentants des peuples autochtones,

Partenaires et collègues,

Mesdames, Messieurs,

Je suis particulièrement heureux de vous accueillir à cette deuxième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA.

Je sais que beaucoup d'entre vous ont dû effectuer un long et difficile voyage pour être présents ici. Au nom de l'ensemble du FIDA, je voudrais vous exprimer ma gratitude. Votre présence nous honore, et nous rend aussi un grand service.

Votre participation à ce Forum aura un impact direct sur les opérations du FIDA. C'est par votre intermédiaire que nous pouvons savoir ce que nous faisons déjà bien, et – plus important encore – quelles mesures nous pouvons prendre pour améliorer notre travail avec les peuples autochtones.

Discours d'ouverture de Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA

©FIDA/Giulio Napolitano

Je voudrais aussi saisir cette occasion pour remercier ceux d'entre vous qui ont écrit des lettres à l'appui des efforts de reconstitution des ressources du FIDA. Votre présidence m'a fait comprendre que ces témoignages de soutien ont pesé positivement sur de nombreux États membres.

Mesdames et Messieurs,

Le FIDA prend très au sérieux les aspirations et les droits des peuples autochtones. Cette position est soulignée dans notre Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones, qui appuie la participation des communautés autochtones aux projets qui les affectent, ainsi que leur consentement préalable, libre et éclairé.

Nous sommes bien conscients, toutefois, de ce que les droits des peuples autochtones sont trop souvent déniés, au pire, ou ignorés, au mieux, et c'est pourquoi j'ai insisté sur ces droits à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, qui s'est tenue l'an dernier à New York.

Et c'est aussi pourquoi j'ai souligné la nécessité d'un consentement préalable, libre et éclairé lors de la manifestation parallèle sur les territoires et les ressources.

J'ai mis l'accent sur le consentement préalable, libre et éclairé parce que c'est à l'évidence la juste démarche et parce que c'est un point que vous aviez mis en évidence lors du premier Forum au FIDA, il y a deux ans, parmi les domaines dans lesquels nous pourrions faire davantage.

Nous déployons aussi un effort concerté pour faire en sorte que les voix des peuples autochtones soient entendues sur la scène mondiale. Il était important, pour le FIDA, de s'assurer de la participation des représentants des peuples autochtones à la conférence mondiale de New York.

Nous avons inclus une conférence-débat sur les peuples autochtones et les systèmes alimentaires durables au programme du Conseil des gouverneurs du FIDA qui se tiendra la semaine prochaine.

Et, naturellement, vous avez notre appui pour ce Forum, en partenariat avec les Gouvernements du Canada, de la Finlande et de la Norvège, et avec le *Foro Internacional de Mujeres Indígenas* (FIMI), le Kivulini Trust et la Fondation Tebtebba.

Le FIDA est honoré de ce que nombreux sont ceux qui, parmi vous, voient dans notre institution un "pionnier mondial". Nous aussi pensons que notre partenariat avec les peuples autochtones a pris un bon départ, mais nous savons également que nous pouvons toujours mieux faire. C'est pourquoi nous avons demandé à notre Bureau indépendant de l'évaluation de préparer une synthèse d'évaluations portant sur l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones. Je crois comprendre que les conclusions préliminaires en seront présentées à ce Forum.

Sur un autre plan, nous étudions les moyens de renforcer le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, dont les activités sont financées et facilitées par le FIDA, mais entièrement dirigées et gérées par les organisations des peuples autochtones. Le FIDA continuera à renforcer ce Mécanisme. Mais je voudrais ici vous appeler à en être les ambassadeurs pour nous aider à mobiliser davantage de ressources pour cette importante initiative.

Ce n'est là qu'un exemple, parmi d'autres, de domaine dans lequel nous obtiendrons davantage de résultats en œuvrant de concert, en partenariat, que nous ne le pourrions en agissant séparément. En vérité, le partenariat et la confiance doivent être le phare guidant notre travail commun dans tous les domaines.

Mesdames et Messieurs,

Les moyens d'existence durables sont l'élément central de toutes les activités du FIDA, parce que nous ne croyons pas en des solutions miracles. Nous croyons en les changements qui produisent des améliorations durables dans la vie et les moyens d'existence des personnes.

Permettez-moi d'évoquer en une minute la question des systèmes alimentaires. Car c'est là un domaine dans lequel le monde a beaucoup à apprendre de vous. Aujourd'hui, selon le World Resources Institute, environ 80% de la biodiversité mondiale sont concentrés dans les zones où vivent les peuples autochtones. Ce n'est qu'aujourd'hui, au XXIe siècle, que le reste du monde commence à apprécier la biodiversité, qui est l'une des valeurs fondamentales des sociétés autochtones.

Alors que le FIDA accentue sa focalisation sur la nutrition, nous sommes également conscients du fait que nous devons apprendre à mieux connaître les systèmes alimentaires autochtones et les moyens de les appuyer.

Vous avez aussi beaucoup à nous apprendre en matière de perception de la valeur sociale et culturelle de la nourriture. Nous sommes aujourd'hui de plus en plus conscients, que si nous voulons nous nourrir grâce à la générosité de la terre, nous devons nourrir la terre et sa diversité.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons cheminé ensemble pendant une décennie, renforçant d'année en année notre partenariat. J'attends avec intérêt vos débats et les résultats de ce Forum pour en tirer des orientations sur la marche à suivre.

Ce Forum sera véritablement fructueux s'il se traduit par un impact sur les opérations du FIDA sur le terrain et par une participation, aux côtés des gouvernements, à l'élaboration des politiques. J'espère par conséquent que vous serez en mesure, au cours de votre réunion, de parvenir à un accord sur les mesures essentielles à prendre pour améliorer les vies des peuples autochtones dans les zones où interviennent des projets financés par le FIDA.

J'attends avec intérêt la déclaration que vous présenterez la semaine prochaine au Conseil des gouverneurs.

Je vous remercie.

Session plénière de la deuxième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA, 12-13 février 2015

©IFAD/Giorgio Cosulich de Pecine

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
ifad-un.blogspot.com
www.facebook.com/ifad
instagram.com/ifadnews
www.twitter.com/ifadnews
www.youtube.com/user/ifadTV

Personne à contacter:
Antonella Cordone
Spécialiste principale des peuples autochtones
et des questions tribales
Division des politiques et du conseil technique
FIDA
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Courriel: a.cordone@ifad.org

ISBN 978-92-9072-602-9
9 789290 726029

Septembre 2015

Page de couverture: ©slowfood/Alberto Peroli